

VICES	
20	14
21	28
22	26
23	23
24	30
25	23
26	13

[illegible]

L'impasse nippon-américaine

La rencontre, à Washington, entre le président Reagan et M. Nakasone s'est terminée, le vendredi 1^{er} mai, sur de bonnes paroles. Affaiblis à l'intérieur et obsédés par des échecs discorales à court terme, ils ne pouvaient guère trouver des remèdes à une situation économique et monétaire internationale de plus en plus dangereuse.

Que présentent alors les appels à une meilleure coordination de la gestion des grands pays industriels, lancés ces jours derniers encore par le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus ?

Contraint de hausser le ton

Accord « historique » à Ottawa

Le Québec va adhérer à la Constitution canadienne

M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, a qualifié de « percée historique » l'accord de principe intervenu dans la nuit du jeudi 30 avril au vendredi 1^{er} mai sur l'adhésion de la province francophone à la Constitution fédérale.

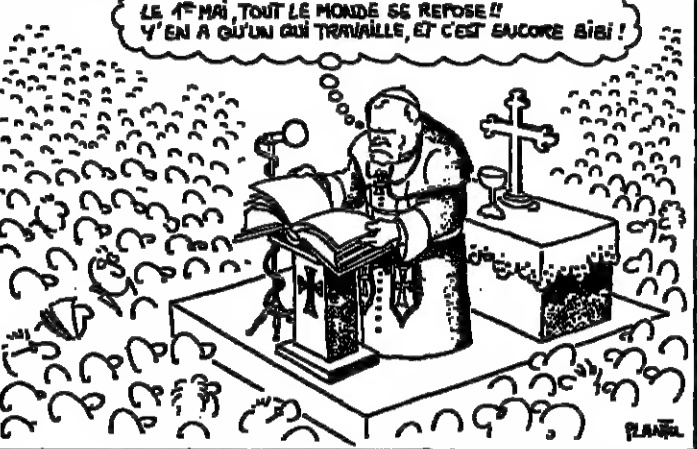
Cette entente, dont le contenu doit être précisé d'ici à la fin du mois, reconnaît notamment le Québec comme une « société distincte ».

MONTREAL
de notre correspondante

Le voyage du pape en RFA

Jean-Paul II a dénoncé le racisme et l'antisémitisme

Jean-Paul II devait achever son deuxième voyage en l'Allemagne du Sud, le dimanche 3 et le lundi 4 mai. Samedi, dans la Ruhr, il a rappelé la doctrine de l'Eglise sur le travail, alors que vendredi, au cours de la messe de béatification d'Edith Stein, carmélite d'origine juive, il a dénoncé le racisme et l'antisémitisme. Des contestataires ont manifesté dans les rues de Cologne contre l'intolérance du pape en matière de mœurs.



Lire page 5 l'article d'HENRI TINCQ.

et la rivalité des polices


rousseil ou au moins trois lin-
 ges reconnaissables dans le
 cas FARL, Emile Abdallah,
 Georges Ibrahim Abdallah,
 El Khayrou, comme les je-
 benche. On produit, supplé-
 ment des témoignages men-
 tes des hommes glorieux à
 M^{me} Besse à raison d'un
 photo-objet d'archive.

Ce nouveau témoignage
 confus, qui n'est ni à
 l'écoute ni à l'œil, est
 théoriquement chargé de
 sur les attentats. Il n'a
 aucun aspect réel, et
 actuellement, nous ne
 pouvons que constater
 des mensonges dans les
 ténements. Le contenu de
 M^{me} Besse n'est pas un
 témoignage, mais une
 transmission des pro-
 posants, concernant les
 investigations, et les
 son confrère Gédéon
 chargé de l'information
 ouverte contre Sade et
 parisi.

LAWYER
Daily News

The Daily News
New York, N.Y.

Only Church

BA  *University*

3^e cycle créé et développé
par l'Association américaine de
Management (IFAM) en association avec
PACE UNIVERSITY (New-York)


5 études : 7 à Paris, 4 à New-York

Séptembre 87 - Août 88

MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle

diplôme 2^e cycle (grande école
maternelle...) et : ou expérience
professionnelle + épreuves
d'admission

IFAM-MBA University
19, rue Cépère, 75015 Paris
Tél. : 47-34-36-23

 PACE
UNIVERSITY

MONTREAL
de notre correspondante

Un accord de principe en vue de l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne a été conclu contre toute attente le jeudi 30 avril entre le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney et ses dix collègues provinciaux.

Les principaux intéressés n'avaient pas osé espérer qu'une seule journée de discussions informelles, tenues à huis clos dans un chalet du lac Meech, près d'Ottawa, suffirait à jeter les bases d'un consensus introuvable

depuis près de seize ans. Lors de la dernière conférence constitutionnelle, réunie en novembre 1981 par le premier ministre de

l'époque, M. Pierre-Elliott Trudeau, le Québec, alors dirigé par le Parti québécois (indépendantiste) de M. René Lévesque, avait été lâché par la majorité des provinces anglophones et s'était retrouvé plus isolé que jamais. Le Canada Bill, assorti d'une Charte des droits et libertés, avait été rapatrié de Londres l'année suivante sans son paraphe.

MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 3.)

Devant les ass.

Le sens du p

Jean-Marc Théolleyre

Le voici donc sur le point de mourir, ce procès de Klaus Barbie, ressortissant allemand occupé d'une série de faits considérés comme des crimes contre l'humanité et auxquels il participa entre 1942 et 1944 à l'époque où, lieutenant SS, il commandait à Lyon la section IV de l'Einsatzgruppen installé dans cette ville, par l'occupant. Et le voici aussi pour un événement considérable, en dépit de la médiocrité du personnage qui ne fut jamais historiquement que l'un des adhérents, parmi des dizaines de milliers d'autres dans les années 30, à un système national-socialiste insuronné par le III^e Reich hitlérien.

Il est vrai que pendant plusieurs dizaines d'années — aidé par des services secrets américains plus intéressés, au lendemain de la guerre, à l'utiliser qu'à le punir — il avait pu échapper à la justice française, réduite à prononcer contre lui, en 1952 puis en

1954, des condamnations à mort par contumace qui, à l'époque, avaient à peine retenu l'attention. Réfugié en Bolivie, où sa présence avait été malgré tout décelée, il devait en être expulsé que le 3 février 1983 pour se retrouver en Guyane française et arrêté. On le transfère aussitôt à Lyon. Il a soixante-neuf ans. L'affaire Barbie commence.

Mais, bientôt, l'opinion se divise à son sujet. Barbie est là, déteint, d'abord à la prison du fort Montic, celle-là même que les nazis avaient réquisitionnée pour placer les juifs et les résistants; ensuite à la prison Saint-Paul. Pourtant il inquiète. L'accusé ne va-t-il se faire accusateur ? Ne se prépare-t-il pas à dire, à démontrer, que les actes qu'on lui reproche, à lui militaire allemand, n'ont pu être accomplis qu'avec le concours de Français et même de Français résistants qui lui auraient livré notamment Jean Moulin ? Dès lors, à quoi bon

s du Rhône

Procès Barbie

venir sur un passé détestable, à moi bon souffler sur des brisais mais vraiment refroidies ? Aux tenants de ce discours de lassitude d'inquiétude s'opposent ceux sur qui le nazisme ne doit jamais être oublié, qu'il convient sans doute d'en remémorer la doctrine et les effets à une époque où sont nées à son propos des courants « révisionnistes » propres à dénuier ou, pour le moins, à faire oublier de l'Événement du mal.

S'agit-il alors pour les uns de couvrir (vingt-cinq millions d'enfants sont nés en France depuis trente ans), pour d'autres approfondir une période qui fut avant tout sujet de douleur que de dire, de chagriner que de fier ?

France, en cette fin de siècle, chercherait-elle, dans une période de son histoire qui s'arrête pas encore à s'écrire définitivement, à titiller à se repaître de ses propres misères, de ses illusions perdues dans un naufrage qui mêla courroux et les lâches, les panges et les attentistes, et qui fut la dernière, mais non la moindre, de ses guerres civiles et apparaît la plus durable ?

Il semble en réalité plus établi que les Français de 1987 restent fascinés par un temps dont ils pensent que tout ne leur a pas été dit. S'il y avait ainsi en premier lieu un appât de vérité, ce serait du même coup qu'il y aurait lucidité et courage. Pour les plus jeunes en tout cas, la vérité est la défaite, l'occupation, la Libération, dont chacun a bien compris qu'elles constituaient dans leur chronologie et leur continuité un tout inséparable, ne saurait être plus inconvénient que celle de la croisade contre les Albigeois, de la Saint-Barthélemy ou de la Commune.

Cependant, tout permet de croire, à la lumière du dossier établi contre Klaus Barbie, que le débat qui va s'engager le 11 mai devant la cour d'assises du Rhône a aussi, dans le mérite de l'indélicat historique.

(Lire la suite page 7.)

M. Raimond en Chine

Le ministre des affaires étrangères tente de relancer les échanges avec Pékin.
PAGE 3

Raid israélien au Liban

Quatorze morts.
PAGE 4

Le 750^e anniversaire de Berlin

Pour M. Kohl, la question allemande reste « ouverte ».
PAGE 16

La réforme hospitalière

Vote en première lecture malgré une fronde contre M^{me} Barzach.

Le 1^{er} Mai...

...en France et dans le monde.
PAGES 13 et 16

Menace de crise à TF 1

Chassés-croisés entre les partants et les nouveaux venus.

Le Monde

**Le tour de France
de nos correspondants**
Page 12

**Le sommaire complet
se trouve page 16**

23 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS
42.65.79.81

« Les Chinoises », au Printemps des arts de Monte-Carlo

Gluck inconnu

Primautes des arts, le Festival de Montre-Carlo a pleinement tissé son titre en nous offrant un spectacle éblouissant de jeunesse dans son palais Garnier du bord de la Méditerranée, un d'opéra-sérénade inconnu de nous, le *Cinési*, les Chinoises.

Si bien avant *Orphée*, *Armide* et *Iphigénie*, Gluck, âgé de quarante ans, écrit en 1754 le premier (les Chinoises), sur un livret de Métastase, pour une fête donnée en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse, qui en avait même chanté une première scène, mise en musique par Calzadilla quand elle avait dix-huit ans.

Trois jeunes filles ravissantes paraissent dans un salon chinois à la mode du temps, quand arrive l'ange, le frère de l'une d'elles. Ménéades, esquisses de flirts, on décide de jouer au théâtre; chacune exposera une situation (en récitatif), puis chantera une grande scène : Lisianga (alto) empruntera la tragique figure d'Andromaque; Sivène (soprano) sera une nymphe amoureuse et moqueuse à qui le berger Silango donnera la réplique, et la dernière, Tangia (alto) incarnera un jeune fat rentrant de Chine, selon lequel les Chinois ne sont que des sots, car il n'est bon bec que de Rome ou de Paris.

Trois scènes, trois styles : dramatique, pastoral, bouffe. Une grande ouverture, avec quelques « chinoïseries » d'instrumentation, un fringant quatuor final. La musique de Gluck brille de mille feux, attisée par René Jacobs, aussi merveilleux chef baroque que chanteur virtuose, à la tête d'un tout jeune ensemble, le Concerto Köln, qui n'a pas grand-chose à envier déjà à l'Orchestre du XVIII^e siècle, de Franz Brüggen ou à la Petite Bande.

A vrai dire, cette musique soignée et spirituelle comme du Mozart (qui naîtra seulement trois ans plus tard...), d'une somptueuse écriture vocale, on se cramponne pour l'écouter tant elle est emportée, emballée, presque éclipsée par un spectacle d'un esprit et d'une cocasserie irrésistibles, si bien qu'on ne sait plus si c'est le compositeur ou le metteur en scène qui a du génie, ou tous les deux...

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 9.)

Dates

Il y a cent cinquante ans, le 2 mai 1837

Comment naquit le monopole des télécommunications

Il y a cent cinquante ans naissait le monopole des télécommunications. Le 2 mai 1837, Louis-Philippe signait en effet une loi réglementant le télégraphe de Claude Chappe au profit exclusif de l'Etat. C'est cette loi qui, jusqu'à la récente modification du code des PTT, ces dernières années, a régi le télégraphe, le téléphone, la radio et la télévision en France et inspiré de nombreuses législations étrangères.

Un service de gouvernements forts ou absolus, le télégraphe aérien, inventé par Claude Chappe, a pu s'établir, s'étendre et fonctionner sans problème jusqu'en 1830, et cela sans la protection d'aucune loi. Tout change avec l'avènement de Louis-Philippe, période où souffla — déjà — le vent du libéralisme. Jusque-là, le télégraphe avait été un service exclusif de l'Etat, quoique sa rapidité (pour l'époque) aurait bien intéressé les milieux d'affaires, surtout les banquiers. Claude Chappe avait un moment songé à mettre sa découverte au service du commerce et même de la presse, mais Bonaparte, sous le Consulat, s'y était opposé.

Un financier, Alexandre Ferrier, après consultation des plus éminents juristes du moment, décide de créer des lignes télégraphiques privées en France, fonde une compagnie à cet effet et met en route une première ligne entre Paris et Rouen.

L'administration télégraphique, fort inquiète, réalise qu'étant maintenant dans un Etat de droit, elle est sans protection juridique. Son directeur, Alphonse Foy, tente d'obtenir la promulgation d'une loi garantissant le monopole de l'Etat, et soumet à plusieurs reprises des projets au président du conseil.

Mais le ministre de l'intérieur, en ces années 1831-1834, d'autres préoccupations plus urgentes, il se contente, par des manœuvres dilatoires, à la limite de la légalité, de décourager Ferrier et ne se presse pas de faire étudier et voter une loi.

Les choses restent en l'état jusqu'en 1836, année où éclate un scandale à Bordeaux. Depuis quelque temps, les agents de change et les assises de la Bourse de cette ville commencent à trouver étrange le « flair » particulier de deux banquiers bordelais, les frères Blanc. Ceux-ci, un ou deux jours avant l'arrivée du courrier transmettant la cote, vendent avant la baisse, ou achètent avant la hausse, réalisant de fructueuses opérations sur la rente d'Etat, le fameux 3 %, base des fortunes de l'époque.

Manifestement ces gens sont renseignés, mais comment ? C'est toute la question. Comme, dans le monde de l'argent, on ne croit guère aux divinations, une seule solution apparaît : le télégraphe (Chappe bien entendu, le seul existant à l'époque). Les particuliers n'ayant pas accès à ce moyen, réservé au gouvernement, cela suppose des complicités, et une enquête discrète est ordonnée.

Un signal d'erreur bien opportun

Une surveillance attentive est donc instaurée à Paris, Tours et Bordeaux, lieux par où transitent les dépêches. Pourtant, malgré la vigilance accrue des directeurs et inspecteurs, aucun indice n'apparaît, le mystère demeure, et les opérations continuent...

Comment les frères Blanc parvenaient-ils à détourner à leur profit un système de communication parfaitement contrôlé par l'administration publique et qui ne transportait que des messages dûment agréés par le gouvernement ? Le piratage du télégraphe, particulièrement ingénieux, utilisait habilement un des principes de son fonctionnement.

Une ligne comme Paris-Bayonne, qui comportait cent dix postes, était fractionnée en trois tronçons (séparés par deux directions) Paris-Tours, Tours-Bordeaux et Bordeaux-Bayonne. Le rôle des directeurs intermédiaires consistait à traduire les dépêches transmises en signaux Chappe, à les distribuer aux autorités locales, si elles leur étaient adressées, ou au contraire à les retransmettre au-delà si nécessaire. Mais, détail important, avant

de recoder ces dépêches, le directeur corrigait (on disait purger à l'époque) le texte des erreurs qu'il pouvait comporter. Une dépêche de cent cinquante signaux, reprise par trente postes, donne lieu à quatre mille trois cent cinquante répétitions, des confusions sont donc inévitables, et, dès l'origine, on avait prévu le fait et mis au point une procédure spéciale.

Lorsqu'un stationnaire s'apercevait qu'il avait mal répété un signal porté au « fini », c'est-à-dire terminé (il existait des règles de manœuvre réglementaire), ne pouvant l'annuler, le poste suivant ayant déjà noté, il arborait un signal particulier dit signal d'erreur, puis reprenait la bonne figure. Dans ce cas, les trois signaux, le mauvais, celui d'erreur et le bon, correctement reproduit, cheminaient sur toute la ligne et parvenaient à la direction suivante, où le signal suivi d'erreur était annulé par le traducteur et disparaissait de la dépêche finale (mais non des procès-verbaux des différentes divisions).

C'est ce signal d'erreur que les frères Blanc ont utilisé pour recevoir par télégraphe des informations boursières de Paris. Encore fallait-il, pour les acheminer jusqu'à Bordeaux, passer l'étape difficile de Tours, où les informations « pirates » auraient été annulées par le traducteur. Pour y parvenir, les banquiers bordelais ont conçu un système digne du meilleur roman-feuilleton.

En voici la trame : à Paris, un ex-soldat, nommé Franck, pensionnaire de l'hôtel des Invalides, disposant de beaucoup de loisirs, se rendait chaque jour à la Bourse prendre connaissance du cours de la rente. Chaque fois que les variations de la cote étaient supérieures ou inférieures à 25 centimes, il en informait un correspondant à Tours, opération parfaitement licite, seul le moyen en était quelque peu insolite.

Notre informateur confectionnait, sur-le-champ, un paquet-échantillon confié à la malle-poste pour la ville de Tours. Lorsque la rente avait monté de 25 centimes, le paquet contenait un gant de couleur, si la hausse excédait 50 centimes, c'était alors un gant blanc. En cas de baisse, des bas ou des cravates remplaçaient les gants. A une époque où nombreux étaient les illettrés, ce procédé n'avait rien d'exceptionnel et, en tout cas, rien d'illégal. Ce premier commerce ne fut d'ailleurs pas inopérant lors du procès ultérieur.

Le destinataire tourangeau de ces envois était un dénommé Pierre Guibout, employé comme stationnaire à la direction de Tours au poste tête de ligne côté Bordeaux, place de choix donnée aux agents

instruits et particulièrement expérimentés. Son emploi, comme celui de ses confrères, lui laissait alternativement une matinée ou une soirée libre, et, comme beaucoup de ses collègues, il arpentait ses fins de mois par un travail annexe. A domicile sur un métier manuel, il tissait des bas, que son épouse, couturière et modiste, écoulait aux environs. Ces activités apportaient une magnifique « couverture » aux envois d'échantillons.

Au reçu des échantillons, il lui était facile, avec un complice nommé Lucas, d'introduire au hasard d'une dépêche un signal particulier, convenu avec ses complices et annulé aussitôt par le signal d'erreur. Ce signal variable, et pas trop fréquent, réussissait à passer inaperçu au milieu d'autres erreurs.

Le réceptionnaire de ces avis était un ancien stationnaire de Lyon n° 1 (également tête de ligne), lequel avait donné sa démission pour venir résider à Bordeaux. Il semble bien, d'ailleurs, que cet homme dénommé Pierre Renaud ait été l'inspirateur de l'opération. Installé d'abord dans une chambre d'auberge, puis dans un meublé à une centaine de mètres et en vue de la tour Saint-Michel, point d'arrivée de la ligne de Paris, il passait ses journées à inscrire tous les signaux qui passaient devant ses yeux.

Insuffisance des arguments

Il lui était facile d'en extraire le signal attendu et, le soir, d'en aviser les commanditaires et bénéficiaires, les frères jumeaux (ce qui ne facilitait pas l'enquête) Louis-Joseph et Louis-François Blanc, lesquels savaient faire fructifier le renseignement. Le nombre de messages était important, puisque l'enquête releva cent vingt et un envois de paquets entre août 1834 et août 1836, dernier envoi, suivant l'arrestation de Guibout.

Le système, très astucieux, parfaitement au point, aurait pu durer longtemps et semblait imparable, la première enquête n'obtient d'ailleurs aucun résultat.

Pourtant, comme dans tous les bons romans, la morale fut sauve et le procédé découvert. Nous allons voir comment en lisant cet extrait de l'acte d'accusation du procès en assises que le gouvernement engagea à Tours au mois de mars 1837.

« Mais le mystère fut bientôt éclairci, Coiteau (?), l'un des amis de Lucas, le second stationnaire, l'avait soigné dans sa dernière maladie, et celui-ci lui avait confié en mourant que deux bourgeois étaient convenus entre lui et Lucas qu'ils feraient passer par le télégraphe qu'ils

dirigeaient des signaux particuliers, que chacun d'eux reçut d'abord une somme de 1500 francs, qu'ils touchaient, de plus, 150 francs par mois et 20 francs par nouvelle favorable, que la malle de Paris apportait à Guibout des paquets de gants dont la couleur annonçait la nouvelle. Lucas, en donnant ces détails à Coiteau, lui dit : « Tu es mon camarade, tu n'as qu'à dire à Guibout que je t'ai appris les rapports qui existaient entre lui et une société de bourgeois, et il te fera probablement participer aux avantages que nous en retirons. »

Mais Guibout, qui, semble-t-il, voulait garder pour lui ce bon « filon », eut le tort d'opposer les dénégations les plus fortes, en disant : « Lucas avait sans doute le délire. » Coiteau ne garda pas la confiance et, la jalousie aidant — Guibout était devenu riche — la nouvelle parvint vite aux oreilles de Bourgoing, le directeur, et notre Guibout fut arrêté le 18 août 1836.

L'enquête fut très complète et laissa peu de détails dans l'ombre. Le gouvernement, harcelé par l'opposition, décida de faire un exemple et traduisit Guibout (déjà destitué par son administration), Renaud et les frères Blanc en cour d'assises. Le procès, qui passionna la France entière, fut jugé à Tours les 11, 12, 13 et 14 mars 1837. Mais le résultat ne fut pas celui escompté par l'autorité, car la faute professionnelle incontestable de Guibout ne concernait que l'administration télégraphique ; pour les autres chefs d'accusation, la notion de crime ne pouvait exister. En effet, il n'y avait aucune loi interdisant d'utiliser un télégraphe à des fins particulières, ce que les avocats n'eurent aucune peine à démontrer.

C'est ainsi que, le 14 mars 1837, la cour d'assises d'Indre-et-Loire prononça un arrêt d'abolition à l'égard de Guibout et des frères Blanc, les condamnant seulement aux dépens.

Le gouvernement, qui connaissait la faiblesse de ses arguments, n'avait pas attendu l'issue du procès, et, dès le 1^{er} mars 1837, il déposait un projet de loi qui, curieuse coïncidence, fut discuté et voté le 14 mars, jour même de la conclusion du procès. Le 21 mars, la Chambre des pairs entérina la proposition, et c'est ainsi que, le 2 mai 1837, Louis-Philippe signa cette loi dite du monopole. Promulguée le 7 mai, ce texte, après le télégraphe, a réglementé le téléphone, la radio-diffusion et la télévision jusqu'à nos jours.

MICHEL OLLIVIER, chercheur en histoire des télécommunications.

CORRESPONDANCE :

« Les pensionnés de Pondichéry »

A la suite de l'article de Patrice Claude, « Les pensionnés de Pondichéry » (Le Monde du 2 avril), nous avons reçu un abondant courrier, dont nous avons extrait cinq lettres :

M. Koumarane, secrétaire général de Navasharat (association franco-indienne) écrit :

Pont-on, aujourd'hui, parler de la présence française en Inde ? Pondichéry est-il vraiment, comme le souhaitait le poète Nehru, une fenêtre ouverte sur la France ? J'aurais tendance à penser que Pondichéry est une fenêtre plongée dans une mi-obscurité. Cependant quelques espoirs y sont en vogue. Les quelques milliers (environ vingt-cinq mille) de citoyens français de langue et de culture tamoules font de leur mieux pour que la France ait son propre rayonnement à Pondichéry. Ils ont un lycée français, une Alliance française, des départements d'études françaises à l'université, des collèges et des écoles publiques ou privées, des bibliothèques pour apprendre la langue de Balzac ou pour avoir un aperçu de la littérature française.

M. Bellegarde, président fondateur de l'Association des Français de l'Inde et Amis de la France-Indienne, souligne :

Votre correspondant fait le reproche à mes compatriotes de considérer la France comme

une « vache à lait pour lui soutirer des primes », et il signale un certain nombre de combines et manœuvres dont ils se rendraient coupables (...).

Ces procédés malhonnêtes ne peuvent, toutefois, être rendus possibles que par la carence (ou l'insouciance) des responsables chargés de veiller à la stricte application des textes de lois ou règlements.

M^{me} Jacqueline Lermie-Bouchet écrit de son côté :

Les fonctionnaires du consulat français finissent par confondre les véritables Pondichériens (les anciens habitants des quatre comptoirs) avec tous ceux qui, d'après M. Patrice Claude, font, depuis les années 80, le commerce du « joli passeport bleu » (...). Les « prévis » présents ont manqué à leur obligation de réserve en tenant les propos rapportés. Au lieu de s'intéresser au sort des ressortissants français, ce qui est leur devoir, ils préfèrent laisser à des subalternes l'occasion de se conduire en « petits chefs » mal intentionnés envers leurs compatriotes (patriciens pris dans son sens étymologique : la terre des pères), de nationalité française ou indienne et prêts à « rendre service » à qui saura les récompenser. Parce qu'ils sont recrutés localement à un taux largement inférieur à celui pratiqué pour les expatriés, ces

subalternes, de nationalité française, ne peuvent que rester sur place. Ils ne demandent peut-être pas mieux que de « lever l'ancre ».

M. Michel Gortier, responsable du Rassemblement gaulliste de Pondichéry, estime : « Out !, l'ormer ! est rompu. En effet, depuis peu une conscience est née ! Les 30 % de Français éclairés résidant à Pondichéry et ceux plus nombreux en métropole, s'accordent à penser que la situation est telle qu'ils ne peuvent et ne doivent plus observer un silence prudent quand l'intérêt général est en jeu... »

Les instances officielles, comme les députés et sénateurs, qui ont connaissance de l'affligeante et scandaleuse situation de Pondichéry, ont intérêt à être vigilants et à réaliser un changement de mentalité nécessaire. Sinon, c'est toute la communauté française résidant en Inde et les intérêts de la France qui risquent, à terme, d'être discrédités à la fois par les autorités indiennes et par l'opinion publique internationale.

Enfin, M. Ludovic Sanjivay, ancien élève du lycée français de Pondichéry, regrette que l'auteur de l'article, dont il « ne conteste pas la bonne foi, ait oublié la douloureuse situation de gens sans terre, victimes des aléas de l'histoire à Pondichéry ». Il regrette ce qu'il appelle « la partialité » de l'auteur sur certains points de l'article.

M. Chirac et K. leurs vues sur la

Le premier ministre et des entretiens prolongés avec M. Gorbatchev

Relance des échanges entre la France et la Chine

Le Monde

Le Monde

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

EDOUARD BALLADUR

animé par Henri MARQUE

avec André PASSERON et Bruno DETHOMAS (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

RTL

Chirac

A Strasbourg

MM. Chirac et Kohl vont tenter d'harmoniser leurs vues sur la CEE et le désarmement

Dans la malaise encore relativement discrète, mais bien réelle, qui se manifeste dans les relations franco-allemandes, les problèmes de la CEE ne sont sans doute pas les plus spectaculaires, ni même les plus nouveaux, mais on se garde de les sous-estimer à Paris. Le dossier agricole, en particulier, présente un certain nombre de points de désaccord technique entre les deux capitales.

Le premier est celui du désarmement des montants compensatoires monétaires positifs, souhaité par la France mais refusé par la RFA. Ce système déjà ancien d'aide à l'exportation agricole joue en faveur des agriculteurs de la République fédérale, pays à monnaie forte, contre les Français; or la majorité au pouvoir à Bonn a pris à l'égard de ses électeurs ruraux des engagements qu'elle entend honorer. On ne désespère pas, toutefois, du côté français, d'obtenir prochainement de M. Kohl un compromis qui pourrait être ensuite généralisé au sein des Douze. Cette épineuse question n'est d'ailleurs pas la seule qui reste à régler dans le domaine agricole: de réelles dissensions franco-allemandes se manifestent aussi en ce qui concerne la taxation des matières grasses végétales et la fixation du prix des céréales.

De même s'agissant du budget de la Communauté, qui affiche un déficit d'au moins 5 milliards d'ECU (environ 35 milliards de francs) pour 1987. Les Allemands manquent pour le moins d'enthousiasme à l'égard d'une éventuelle augmentation du taux de TVA de 1,4 à 1,6 %, considérant qu'il s'agit plus d'une sorte de fuite en avant que de la vraie réforme de la politique agricole commune dont ils souhaitent l'examen.

Il reste que, l'actualité aidant, ce sont surtout les problèmes du désarmement nucléaire qui ont suscité à Paris quelques « inquiétudes allemandes ». Ce n'est pas tant le chancelier Kohl qui préoccupe M. Chirac (on son ministre de la Défense, M. Giraud); ce serait plutôt le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, et avec lui, un certain nombre d'autres responsables politiques de RFA, au sein du Parti libéral, ou même, quoique

M. Chirac devait rencontrer le chancelier Kohl le dimanche 3 mai à la préfecture de Strasbourg. Le premier ministre français et le chancelier ouest-allemand se retrouvent pour le déjeuner, qui sera suivi d'une séance de travail et d'une conférence de presse commune. L'ordre du jour de ces entretiens comporte essentiellement deux volets: les questions communautaires et celles du désarmement nucléaire telles qu'elles sont posées aux Européens après les dernières propositions de M. Gorbatchev. De son côté, M. Raimond est allé, jeudi, exposer à différents responsables américains, à l'occasion d'un bref déplacement à Washington, la position française sur ce sujet.

dans une moindre mesure, de la CDU chrétienne-démocrate. La double « option zéro » telle qu'elle est aujourd'hui proposée par M. Gorbatchev — démantèlement des euromissiles, mais aussi des fusées nucléaires intermédiaires à courte portée (SRINF) — a en effet à Bonn des adeptes influents. A commencer, même si les choses ne sont pas dites aussi clairement dans les discours officiels, par le chef de la diplomatie ouest-allemande. Sans parler, naturellement, de l'opposition social-démocrate.

Dans quelle mesure M. Kohl pourra-t-il résister à la pression de ses alliés du FDP, de certains de ses amis de la CDU et, sans doute plus que tout, d'une opinion allemande prompte à estimer qu'il ne faut pas, en l'occurrence, se montrer plus royaliste que le roi, autrement dit

que Washington? C'est la question que l'on se pose à Paris avec une certaine anxiété, convaincu que l'on y est de la nécessité de ne pas échanger contre de vagues propos sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (et de l'arsenal central soviétique, qui, pour avoir une portée « transatlantique », n'en est pas moins une menace permanente pour l'Europe aussi) la suppression des fusées nucléaires qui, actuellement, protègent la partie occidentale du continent.

La France est de plus en plus convaincue que, sur tel sujet, la précipitation n'est pas de mise, quelle que soit la hâte du président Reagan de conclure un accord de paix avec l'URSS. C'est ce que M. Raimond est allé dire, jeudi, aux dirigeants américains, qu'il a assuré que « la fait de prendre un temps de réflexion ne signifie pas faire traîner les choses en longueur ». C'est là un langage que le chancelier Kohl devrait pouvoir entendre, et même partager, estime-t-on à Paris, où l'on observe que le chef du gouvernement de Bonn n'a jamais apprécié, dans le passé, qu'on le presse de se décider. De ce point de vue, l'insistance de M. Shultz auprès de ses alliés européens en général, et des Allemands en particulier, peut être pour M. Chirac, dimanche à Strasbourg, un renfort paradoxal.

BERNARD BRIGOLEUX.

ÉTATS-UNIS

La Maison Blanche dément toute implication de M. Reagan dans l'aide privée aux « contras »

Washington (AFP). — La Maison Blanche a démenti, le vendredi 1^{er} mai, que le président Reagan ait eu une discussion avec le lieutenant-colonel Oliver North et avec M. Robert McFarlane, à l'époque membres du Conseil national de sécurité, à propos d'un important don privé aux « contras », à un moment où toute aide américaine était interdite par le Congrès. Le *Washington Post* s'était référé, le même jour, à un tel entretien en citant un rapport qui avait été « perdu » par le FBI. Le directeur du FBI, William Webster, avait fait état récemment de ce rapport devant la commission du renseignement du Sénat.

S'appuyant sur le rapport Tower consacré à l'irangate, les souvenirs du président et les documents de la présidence, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré: « A ma connaissance, cette discussion n'a jamais eu lieu ».

Selon le *Washington Post*, c'est la première fois qu'il était établi que le colonel North avait parlé directement au président.

VENEZUELA

Violentes manifestations d'étudiants contre la hausse des prix des transports en commun

Caracas (AFP). — Trente-trois personnes ont été blessées, le jeudi 30 avril, à Caracas au cours de violentes manifestations d'étudiants contre la hausse de 50 % des tarifs des transports en commun. Selon une information non confirmée, un étudiant aurait trouvé la mort pendant les affrontements avec la police. Le gouvernement social-démocrate du président Jaime Lusinchi a accusé, vendredi, des « agitateurs professionnels » et des « activistes d'extrême gauche » d'être à l'origine des troubles.

De leur côté, les porte-parole des étudiants, sans exclure la présence de « provocateurs », ont accusé la police d'avoir agi avec une violence inhabituelle et gratuite contre les manifestants.

Avant d'affecter sérieusement la capitale, jeudi, les troubles avaient commencé lundi dans la ville universitaire de Mérida (sud-ouest du pays) et à San Cristobal. L'université centrale de Caracas a été occupée par la police. — (AFP.)

Le Québec va adhérer à la Constitution canadienne

(Suite de la première page.)

« C'est un grand jour pour le Canada », a déclaré M. Mulroney. « Nous pouvons avoir confiance en l'avenir du Québec au sein de la Confédération canadienne », a renchéri M. Bourassa, premier ministre de la province francophone, qui avait défini l'an passé les cinq conditions posées par le Québec pour donner son adhésion à la Constitution.

Un projet d'accord détaillé doit être rédigé, puis entériné, le 29 mai, lors d'une nouvelle conférence constitutionnelle entre les premiers ministres. Le texte sera ensuite présenté aux Assemblées législatives des provinces et au Parlement fédéral.

D'importants compromis

L'entente intervenue au lac Meech ne constitue donc qu'une première étape franchie au prix d'importants compromis. Quatre des privilèges que le Québec réclamait pour son propre compte ont dû être aussi accordés aux neuf autres provinces. Si l'accord est entériné, elles pourront ainsi obtenir des pouvoirs accrus en matière d'immigration (droit de regard dans la sélection à l'étranger et fixation d'un nombre d'immigrants proportionnel à leur population pouvant être augmenté de 5 % « pour des raisons démographiques »).

Elles disposeront en outre d'un droit de veto pour toute modification constitutionnelle relative aux institutions fédérales. Elles pourront réclamer des compensations financières lorsqu'il s'agira de transférer des pouvoirs provinciaux au gouvernement fédéral ou

lorsqu'elles décideront de ne pas participer à certains programmes fédéraux. Elles auront enfin un droit de regard dans la nomination des juges de la Cour suprême, dont trois des neuf membres sont et resteront québécois.

Les provinces anglophones ont, quant à elles, fait une importante concession en acceptant de reconnaître que le Québec « forme au sein du Canada une société distincte ». L'entente précise, en outre, que « l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct de la société québécoise ».

Ces deux derniers points, considérés comme les « éléments majeurs » de l'entente par M. Bourassa, ont été les plus critiqués par les indépendantistes du Québec et par le Parti québécois, qui dirige M. Pierre-Marc Johnson depuis le départ de M. Lévesque. Ils considèrent notamment que les droits linguistiques de la majorité francophone de la province ne sont pas explicitement garantis et redoutent que les « tribunaux canadiens », si, de ce fait, le champ libre pour imposer au Québec un retour au bilinguisme, en s'appuyant sur la charte des droits et libertés. La Cour suprême du Canada doit prochainement statuer sur la langue ou les langues à utiliser au Québec dans l'affichage commercial.

L'entente a été accueillie plus favorablement à Ottawa par les partis d'opposition (libéral et néo-démocrate), qui avaient récemment approuvé la plupart des conditions posées par le Québec.

MARTINE JACOT.

LEGENDE du SIECLE

DIRECTEUR ROLAND CASTRO

UNE FETE POUR UN JOURNAL

au CIRQUE D'HIVER LUNDI 4 MAI de 16 H à 4 H du matin

• Débat avec Michel Polac, J.-M. Bouguereau (Libération), M. Butel (l'Autre journal), Ph. Gaillard (ILP), D. Garnier (La Tribune), D. Jamet (Quotidien de Paris), Y.-M. Labé (Le Monde)...

• Expo-vente de peintures, photos, dessins d'archi • Cuisine de tous pays • Show avec Carte de Séjour, Didier Lockwood, Bernard Lavilliers et des orchestres jusqu'à l'aube

LEGENDE du SIECLE (1) 42 71 97 56

Le premier ministre aura « des entretiens prolongés » avec M. Gorbatchev

M. Jacques Chirac fera une visite officielle à Moscou du 14 au 16 mai, a-t-on annoncé le jeudi 30 avril, simultanément à Moscou et à Paris, mettant ainsi fin à l'incertitude qui avait régné ces dernières semaines sur ce voyage. Le premier ministre sera de retour à Paris le 17 (le Monde du 2 mai).

Le porte-parole de l'Élysée, M. Denis Baudouin, a déclaré que M. Chirac aurait « des entretiens importants et prolongés avec M. Mikhaïl Gorbatchev ». Il a ajouté que le premier ministre participerait également à une émission de télévision, « à destination des Soviétiques », il devrait aussi se rendre à

l'Académie des sciences. Comme on demandait à M. Baudouin si le premier ministre rencontrerait M. Sakharov, il a répondu: « S'il vient à l'Académie des sciences, M. Chirac sera heureux de le rencontrer ».

La préparation du voyage de M. Chirac avait été perturbée par le chassé-croisé d'expansions entre diplomates français et soviétiques qui avait suivi l'affaire de la fusée Ariane, et Moscou a beaucoup tardé à répondre aux propositions de dates formulées à la mi-février par la France pour la visite du premier ministre. Ce sont finalement ces dates, cependant, qui ont été retenues.

La visite de M. Jean-Bernard Raimond à Pékin

Relance des échanges entre la France et la Chine

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, devait quitter Paris le samedi 2 mai pour Pékin, où il séjournera de dimanche à mardi, et pour Islamabad, où il se rendra mercredi et jeudi.

PÉKIN de notre correspondant

Il s'agit de la première visite d'un ministre français des affaires étrangères en Chine depuis celle de M. Roland Dumas en septembre 1985, et de la plus importante d'un membre du gouvernement depuis le retour de la droite au pouvoir. M. Raimond devait s'entretenir avec les principaux responsables chinois et coprésider être reçu par M. Deng Xiaoping. La dernière visite d'un dirigeant chinois à Paris remonte à juin dernier: il s'agissait de M. Hu Yaobang, limogé depuis lors de son poste de secrétaire général du PCC. Les sujets de désaccord entre les deux pays étant rares, Français et Chinois feront le point des relations bilatérales et des grands problèmes internationaux. Nul doute que les Chinois interrogeront le ministre français sur la visite que M. Chirac devrait faire à Pékin en septembre, mais qui n'est pas encore certaine.

Une armée médiocre

Pékin accorde beaucoup d'importance à l'Europe et à la politique française d'indépendance. Les Chinois soutiennent la politique nucléaire de Paris et sont fort intéressés par le programme Eureka. Une Europe forte tenant tête à l'URSS mais qui ne soit pas trop dépendante de l'autre superpuissance est conforme à leurs intérêts. Les Chinois sont par ailleurs préoccupés par la question cambodgienne, qui demeure le principal obstacle à toute normalisation de leurs relations avec l'URSS, et suivent avec intérêt les efforts de la France, qui a proposé à plusieurs reprises ses bons offices pour trouver une solution à la crise.

Mais Pékin — comme Paris — considère que la position de la France en Chine est trop faible: sur

le plan commercial, elle se place loin derrière les principaux partenaires du pays et même derrière d'autres puissances européennes (RFA, Italie, Grande-Bretagne). Les exportations de céréales se sont effondrées ces dernières années, celles de produits semi-finis ont subi de plein fouet la baisse du dollar, celles des PMI ont fortement chuté. Ce qui fait qu'en dépit de plusieurs gros contrats (centrale nucléaire de Daya-Bay, centrale thermique de Dagang, World Trade Centre de Pékin...), 1986 a été une année médiocre: environ 10,5 milliards de francs d'importations et d'exportations, selon les chiffres français, que contestent les Chinois. Ceux-ci se plaignent du déséquilibre des échanges, en bonnes parties dû à leur insuffisante capacité d'exportation. La France demeure bien placée sur d'autres grosses affaires et compte renforcer son implantation dans les différentes provinces. Mais ses entreprises ne sont pas toujours assez compétitives, et la Chine manque de devises.

Un autre volet des relations franco-chinoises, susceptible de favoriser les échanges commerciaux, est la coopération scientifique et technique. Celle-ci vient de recevoir un important coup de fouet en 1987 avec une augmentation du tiers de ses crédits publics accompagnée d'une réorientation dans un sens moins académique et plus pratique, dans des domaines (nucléaire, télécommunications, transports ou espace) où l'industrie française est bien placée.

Dans le domaine culturel, l'accent se déplace également vers une amélioration qualitative de la coopération et vers une meilleure corrélation avec le monde économique: le niveau des étudiants chinois envoyés en France (1 700 contre 100 français en Chine) sera relevé par la préparation sur place d'un DEA (littérature et civilisation françaises à Wuhan, puis linguistique à Pékin) — une expérience encore unique à l'étranger — par la formation en français de médecins (à Shanghai et à Tianjin), de scientifiques (à Wuhan), de juristes et de gestionnaires, de traducteurs et d'interprètes scientifiques et techniques...

PATRICE DE BEER.

Les juridictions constitutionnelles en Europe

Le système français brille par sa simplicité

LISBONNE de notre envoyé spécial

Un système de contrôle de conformité des lois à la Constitution d'une très grande simplicité. Tel est apparu, au cours de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes, qui a eu lieu à Lisbonne du lundi 27 au mercredi 29 avril (le Monde du 29 avril et du 2 mai), à la lumière des approches comparatives d'ensemble ou des exemples puisés dans les expériences de divers pays, le dispositif français.

Le mérite essentiel n'est, certes, pas du ressort du Conseil constitutionnel, lui-même chargé à la fois de « gérer » ce contrôle et de veiller, au fil des années et des décisions successives, à la cohérence et à l'enrichissement de son contenu.

Ce sont les « règles du jeu » fixées par la Constitution en 1958, et considérablement enrichies par l'initiative de M. Giscard d'Estaing en 1974 (la possibilité de saisine parlementaire) qui sont les principaux ressorts de cette simplicité.

Cette situation tient, en effet, au caractère préventif et abstrait du contrôle de constitutionnalité tel qu'il est mis en œuvre en France. Les lois, les règlements des assemblées parlementaires ou les traités internationaux que le Conseil constitutionnel doit ou peut, selon les cas, être conduit à examiner ne sont pas encore en vigueur lors de cet examen.

En sorte que les modifications ou retouches qui s'imposent éventuellement, après les décisions du Conseil constitutionnel, sont effectuées aussitôt après cet examen et avant la promulgation des textes dont la conformité à la Constitution ne peut plus, ensuite, en règle générale, être contestée.

Seules exceptions: le premier ministre peut soumettre au Conseil constitutionnel des textes de loi en vigueur dans le cadre de la vérification de la répartition des compétences entre la loi et le règlement. D'autre part, le Conseil constitutionnel a admis, en janvier 1985, que « la régularité au regard de la Constitution d'une loi déjà promulguée peut être utilement contestée à l'occasion de l'examen de dispositions législatives qui la modifient, la complètent ou affectent son domaine ». Seule la loi nouvelle pourrait éventuellement s'en trouver directement modifiée.

A l'inverse, il a été observé au cours de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes que « le contrôle a posteriori est plus généralisé et surtout plus commun dans les systèmes constitutionnels ». Une juridiction constitutionnelle institutionnelle.

Dans certains pays, il n'est pas prévu de contrôle préventif des normes. Le plus souvent ce type de contrôle n'est qu'une exception ou l'un seulement des éléments d'un ensemble diversifié et généralement assez complexe.

Les inconvénients du système de contrôle préventif abstrait ont souvent été dénoncés. On lui reproche de figer une conception que nul cas

concret, mille évolutions des mœurs et du droit après l'entrée en vigueur des textes ne peut venir remettre en cause. Il est par son « abstraction » même, objet de critiques sévères, incapable de sanctionner les conséquences dommageables du point de vue constitutionnel de l'application d'un texte par définition insupportable à ce stade préalable.

Mais les inconvénients du contrôle a posteriori combinés avec ces systèmes complexes et diversifiés ne sont pas moindres. A quand faire remonter l'effet d'une déclaration d'inconstitutionnalité qui survient parfois des années après l'entrée en vigueur d'un texte soustrait à tout contrôle des irrégularités? Surtout, comment faire appliquer alors ces décisions?

Controverses périodiques

Si le Conseil constitutionnel peut connaître aussi, dans une certaine mesure, ce dernier problème, ses difficultés ne se comptent pas à celles que peuvent rencontrer d'autres cours constitutionnelles hors de France. Ainsi, les responsables du Tribunal constitutionnel fédéral d'Allemagne reconnaissent-ils qu'il leur arrive régulièrement de lancer des « appels » au législateur allemand afin qu'il modifie ultérieurement telle ou telle règle ou disposition. Dans bien des cas le Tribunal constitutionnel de RFA ne peut se faire entendre.

An Portugal, où les conventions internationales, en vertu d'un système complexe de référence, ont une valeur supra-législative mais infra-constitutionnelle, les deux Chambres de la Cour constitutionnelle développent une jurisprudence contradictoire à propos des conséquences de violations de conventions internationales par les lois internes de ce pays. Les dispositions en vigueur au Portugal sont du reste telles qu'un article du traité de Rome peut, à tout moment, être contesté, ce qui risque d'entraîner un jour ou l'autre des situations relativement confuses en cas de contradiction avec la Constitution portugaise.

Les travaux de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes ont montré que le franchissement supposé au réel des frontières, qui doivent séparer le législateur de ses « juges », engendrent dans de nombreux pays des controverses périodiques.

La France n'échappe pas à ce sort commun. Mais le Conseil constitutionnel devrait au moins trouver grâce aux yeux de certains de ses détracteurs et de citoyens en général puisqu'il offre aux uns et aux autres l'exemple précieux de cette simplicité assez rare de fonctionnement.

Ne serait-ce que parce qu'elle permet de concentrer toute l'attention... ou toutes les critiques sur le contenu de ses décisions sans qu'il soit besoin de s'égayer dans le labyrinthe des procédures.

MICHEL KAJMAN.

Proche-Orient

Les négociations pour la paix

Amman dément l'existence d'un accord avec Jérusalem concernant la tenue d'une conférence internationale

Le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Pérès, a démenti, le jeudi 30 avril, les rumeurs lui prêtant l'intention de provoquer la rupture du cabinet d'union nationale et l'organisation d'élections législatives anticipées. « Mon objectif, a-t-il souligné, est d'assurer des négociations directes entre Israël, la Jordanie et les Palestiniens », accusant ses partenaires du Likoud d'avoir sciemment organisé des fuites, « afin de torpiller les efforts en vue de la réunion d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient ».

AMMAN
De notre correspondant

Plusieurs membres du gouvernement jordanien, dont le ministre de l'Information, M. Mohamed El Khateib, et celui des territoires occupés, M. Marwan Daud, ont démenti, le vendredi 1^{er} mai, les informations en provenance d'Israël au sujet d'un accord entre le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shimon Pérès, et le roi Hussein sur la modalité d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. « Je n'ai pas connaissance d'un quelconque développement concernant la possibilité de convoquer une telle conférence dans un futur pro-

che », nous a notamment déclaré M. Daud.

Ces informations et celles qui faisaient état, il y a quelques jours, d'une rencontre entre M. Pérès et le souverain jordanien à Londres agitant visiblement les dirigeants jordaniens. Chaque fois que le roi Hussein se rend en Europe, on peut s'attendre à de telles « révélations », et, comme par hasard, les fuites sont toujours d'origine israélienne. En tout état de cause, si une telle rencontre a eu lieu, ce qui reste à prouver, les Jordaniens (du moins ceux qui savent vraiment ce qu'il en est) ne l'admettront jamais. Les « révélations » israéliennes sont essentiellement à usage interne et s'inscrivent dans la querelle politique entre le

premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, et son rival travailliste, l'ancien ministre de la Défense, M. Moshe Arens. « Nous ne pouvons pas passer notre temps à démentir les balloons d'essai de M. Pérès. Vous entendez probablement d'autres informations de ce genre dans les semaines à venir. Mais sachez qu'en ce qui nous concerne, notre position n'a pas changé », soulignent un haut responsable jordanien.

Les autorités jordaniennes continuent de soutenir qu'une éventuelle conférence de paix devra avoir des pouvoirs étendus. Le scénario qu'elles envisagent actuellement est le suivant : une fois le principe de sa convocation accepté par toutes les parties concernées, les cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU discuteront de ses modalités ; puis les invitations seraient adressées, y compris à l'OLP, laquelle serait alors libre d'en accepter ou d'en refuser les termes ; à savoir la reconnaissance des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et, selon toute vraisemblance, le renoncement à la violence. Étant entendu qu'il rejette ces conditions, l'OLP s'entretient elle-même des négociations.

Les dirigeants jordaniens semblent cependant compter sur l'Union soviétique pour amener le moment venu l'OLP à participer à la conférence dans le cadre d'une délégation jordan-palestinienne.

EMMANUEL JARRY.

Afrique

MAROC : l'évasion manquée des enfants du général Oufkir

La Ligue des droits de l'homme estime « sérieux » le chiffre de quatre cents « disparus »

L'image libérale que le Maroc officiel tient à donner de lui-même a pris un coup, le jeudi 30 avril, au cours de la conférence de presse tenue à Paris sous les auspices de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et de la Ligue française des droits de l'homme (LDH) par trois organisations de défense des libertés dans le royaume marocain (1), à l'occasion de l'événement manqué de quatre enfants de feu le général Mohammed Oufkir, internés sans motif judiciaire depuis la mort mystérieuse de leur père en 1972 (le Monde du 28 et du 29 avril).

L'Amiral Antoine Sanguinetti, expert de la FIDH et membre du comité central de la LDH, a indiqué que cette dernière « considérerait comme sérieux le chiffre de quatre cents disparus au Maroc ». M. François Della Sudda, au nom de l'Association de soutien aux comités de lutte contre la répression au Maroc, a estimé pour sa part, à propos de la famille Oufkir, qu'il fallait remonter à Staline pour trouver un régime se vengeant des femmes et des enfants des erreurs politiques d'un père. (Le général Oufkir avait, selon la version officielle, tenté de faire abattre l'avion du roi Hassan II en 1972).

Il a souligné que la fuite ratée des enfants Oufkir soit l'occasion d'un coup de projecteur durable sur la situation des libertés dans cet Etat de non-droit. (2) Qu'est, à ses yeux, le Maroc ? Il a laissé ensuite la parole à plusieurs militants marocains des droits de l'homme, qui ont apporté chiffres et témoignages.

Il en ressort notamment que les « disparus » se divisent en deux grandes catégories : d'une part, des individus condamnés pour des actions politiques violentes (notamment une bonne centaine de militaires) ou des adolescents ayant participé à des émeutes, d'autre part des personnes qui, tels une trentaine de membres de familles d'opposants à la politique de Rabat au Sahara, ou l'épouse et les enfants du général

Oufkir, n'ont à se reprocher que d'être parents de « traîtres au roi ».

À l'égard des enfants Oufkir, la FIDH, la LDH et les organisations marocaines se sont étonnées que le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, ait invoqué la « dévotion » d'Hassan II, puisque cette vertu consiste en effet, « de la part de qui dispose d'une autorité, à pardonner les offenses ou les crimes ». Or, M^{me} Fatima Oufkir n'a pas, que l'on sache, joué de rôle politique, et ses enfants, qui ont été récemment rapatriés à Tanger par la police - Malika, Raouf, Imane et Abdellatif, - étaient tous mineurs au moment de leur « disparition » en 1972 (le général Oufkir avait deux autres enfants, dont l'un, malade incurable, serait resté, lors de l'évasion manquée, dans le lieu de détention avec sa mère, et l'autre serait décédé de longue date de mort naturelle).

L'effet Sakharov

Parmi les témoignages de parents d'autres « disparus », on relève celui de M. Rachid Mazouzi, réfugié politique en France, rescapé des prisons chérifiennes, et frère de M. Hussein Mazouzi, opposant politique condamné à mort par contumace en 1971 au Maroc, « enlevé en 1972 à l'aéroport de Tunis par des policiers marocains agissant avec l'accord de la police tunisienne », et qui, en 1975, s'échappa de sa geôle marocaine avec des codétenus. Repris, on est depuis lors sans nouvelles de lui.

On peut craindre qu'il en soit désormais ainsi pour la famille Oufkir, a conclu M^{me} Michel Blum, ancienne présidente de la FIDH, qui a souligné que « les enfants du général Oufkir sont à l'évidence innocents bien que leur père ait été un criminel célèbre, auteur notamment de la disparition de Mehdi Ben Barka à Paris en 1965 ». M^{me} Blum a également tenu à rappeler qu'il exis-

tait aussi au Maroc des aspects encourageants à côté de graves atteintes aux libertés et que la FIDH « ne condamne pas globalement le régime chérifien, mais pour autant qu'elle puisse fermer les yeux sur les disparus, parce que les positions diplomatiques d'Hassan II sont souvent positives ». M^{me} Blum a souhaité qu'il y ait un « effet famille Oufkir, comme il y a eu un effet couple Sakharov en Union soviétique ».

Enfin, à côté d'une action publique pour les « disparus », l'Amiral Sanguinetti a indiqué que la France menait une « action occulte » en leur faveur et que M. Mitterrand, lors de son dernier voyage au Maroc, avait dans sa valise plusieurs dossiers, dont celui de la famille Oufkir. M. Sanguinetti a toutefois rapporté des propos peu encourageants prêtés à ce sujet au roi Hassan II : « Ne me parlez pas des enfants d'Oufkir ! Si leur père avait gagné en 1972 je sais où seraient mes propres enfants... ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Comités de lutte contre la répression au Maroc, Association des parents et amis de disparus au Maroc, Association de soutien aux droits de l'homme au Maroc.

(2) Voir à ce sujet le récent ouvrage de Claude Arian, *Cent ans avec le Maroc*, La Découverte, 200 pages, 80 F.

La Ligue tunisienne des droits de l'homme demande la libération de son secrétaire général. — Dans un communiqué publié à Tunis le jeudi 30 avril, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) demande la « libération immédiate » de son secrétaire général, M. Khémaï Chamy, interpellé mardi, et dénoncé cette « mesure répressive » comme étant destinée à « limiter la liberté d'action de la Ligue et à resserrer l'étouffement de celle-ci ». Elle constate « l'échec de toutes les tentatives entreprises auprès des autorités pour connaître le motif de cette arrestation ».

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : la visite privée en France d'un chef zoulou

M. Buthelezi s'estime encouragé dans son action par le gouvernement de M. Chirac

Le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi, ministre principal du KwaZulu, l'un des bantoustans sud-africains, a été reçu par M. Jacques Chirac, le jeudi 30 avril, au quatrième jour de sa visite privée en France (le Monde du 29 avril). Le chef du mouvement anti-apartheid modéré Inkatha avait déjà rencontré M. Chirac en 1983, alors qu'il était seulement maire de Pietermaritzburg. Le projet d'établir un gouvernement et un Parlement multiraciaux dans la province du Natal (est de l'Afrique du Sud) a vivement intéressé le premier ministre, qui l'a qualifié de « grande contribution à une solution pacifique ». Ce projet, dit « Indaba », est défendu par l'Inkatha et le Parti fédéral progressiste (RFP, opposition officielle au Parlement blanc), mais il est rejeté à la

fois par l'opposition noire et par le gouvernement sud-africain. M. Buthelezi a suggéré au premier ministre que M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, déjà envoyé en mission dans les pays de la « ligne de front », effectuât aussi un séjour en Afrique du Sud. Mais M. Chirac lui aurait opposé un refus de principe. La France ne dépechant pas de tels émissaires à Pretoria.

M. Buthelezi s'est félicité de la qualité de ses entretiens en France, aussi bien avec des personnalités de la majorité (M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée

nationale, M. Alain Poirer, président du Sénat, etc.) qu'avec M. Michel Rocard.

MM. Léotard et Malhuret ont annoncé mercredi qu'ils apportent leur soutien au projet « Indaba ». M. Léotard, qui a reçu M. Buthelezi en tant que secrétaire général du Parti républicain, a jugé cette rencontre « très cordiale et très positive ». « Nous avons des attitudes très proches si ce n'est communes », a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Malhuret a réitéré son opposition à la fois à l'apartheid et aux « solutions violentes ». Il a rappelé qu'il avait reçu, il y a quelques mois, le président du Congrès national africain (ANC, interdit), M. Oliver Tambo, et les dirigeants de l'UDF (Front démocratique uni, principal mouve-

LIBAN SUD

Un raid sur le camp de Myeh-Myeh fait 14 morts et 37 blessés

La chasse israélienne a effectué, le vendredi 1^{er} mai, le raid le plus meurtrier de l'année contre le camp de réfugiés de Myeh-Myeh, à l'est de Saïda (43 kilomètres au sud de Beyrouth), tuant quatorze Palestiniens et en blessant trente-sept autres, en majorité des civils. Les appareils israéliens ont largué, en trois vagues, une quinzaine de bombes de 1500 kilos chacune, selon un responsable militaire du camp.

Cinq permanences des trois composantes principales de l'OLP - le Fath, le Front démocratique (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh) et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache - ont été entièrement détruites, ont constaté les correspondants sur place. En outre, au moins quinze habitations du camp, qui abrite plus de deux mille réfugiés, ont été très gravement endommagées.

Selon un communiqué de l'OLP, qui qualifie ce raid de « véritable massacre contre les civils », sept habitants - dont deux enfants de moins de quatre ans - et sept combattants ont été tués ; vingt-deux civils, en majorité des femmes, des adolescents et deux enfants de moins de quatre ans, ont en outre, été blessés, ainsi que quinze combattants.

Aussitôt après le troisième bombardement, des habitants accourus vers les lieux tentaient de dégager des décombres le corps d'un enfant de deux ans qui jouait dans une des

permanences, vide de combattants comme toutes les autres positions palestiniennes dans ce secteur, depuis le début du mois d'avril.

En effet, l'état d'alerte maximum avait été décrété dix jours plus tôt après que trois raids hélicoptères israéliens eurent été effectués en avril contre la région de Saïda, faisant quatre morts et dix-sept blessés.

La panique a gagné la population du camp, et plusieurs familles tentaient de fuir à pied, parmi les colonnes de fumée blanche, les sirènes d'alarme des ambulances et le bruit des tirs des batteries anti-aériennes, vers les faubourgs de Saïda.

Ce même vendredi après-midi, deux postes de la Force intérieure des Nations unies au Liban (FINUL) ont été la cible de tirs d'armes automatiques en provenance de positions israéliennes. Le Liban a déposé jeudi une plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU contre les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban.

Par ailleurs, l'hebdomadaire *Al Chiraa*, qui avait révélé en novembre dernier l'affaire de la vente d'armes américaines à l'Iran, affirme qu'un fonctionnaire iranien de l'ambassade d'Iran a été récemment enlevé par le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze Walid Joumblatt, en vue de l'échanger contre l'émissaire anglais Terry Waite, disparu depuis le 20 janvier. — (AFP.)

Plus de seize mille morts dans les guerres avec les pays arabes. — La ministre israélienne de la Défense a annoncé, le jeudi 30 avril, que 18 200 soldats et civils israéliens ont été tués et 36 384 autres blessés au cours des guerres menées depuis 1948. Les Israéliens ont eu 6 087 tués (soit 1 % de la population de l'époque) lors de la guerre de l'indépendance (1948-1949), 232 morts pendant l'expédition de Suez (1956), 785 morts pen-

dant la guerre de juin 1967, 1 414 morts durant la « guerre d'usure » qui l'a suivie, 2 676 tués pendant la guerre d'octobre 1973, 1 936 tués dans des opérations contre des combattants palestiniens entre 1974 et 1982 et 1 154 morts durant la guerre du Liban (1982-1985). Depuis leur retrait du Liban, les Israéliens ont eu 294 tués au cours de divers accrochages. — (AFP.)

ÉGYPTE

Le président Moubarak accuse l'OLP de vouloir chercher à se battre jusqu'au dernier soldat égyptien

LE CAIRE
de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak a menacé d'adopter de nouvelles mesures de rétorsion à l'égard de l'OLP, « au cas où l'Égypte serait en butte à de nouvelles attaques » de la part de l'Organisation palestinienne. « Dans ce cas, je ne saurais pas et j'aurais toutes les raisons de ne pas le faire », a ajouté le rais, au cours d'une longue diatribe contre l'OLP, dans son discours à la nation, à l'occasion du 1^{er} Mai.

Justifiant la fermeture des bureaux et organisations annexes dépendant de l'OLP, le chef de l'Etat a indiqué que le différend avec l'OLP remonte à plusieurs mois et n'était pas uniquement dû aux résolutions adoptées la semaine dernière par le Conseil national palestinien. Citant diverses déclarations de responsables palestiniens au cours de ces deux derniers mois, le rais a laissé entendre qu'il avait été particulièrement choqué par la partie de la résolution de la réunion d'Alger qui évoque « le soutien de la lutte du peuple égyptien et de ses forces patriotiques pour mettre un terme à la politique de Camp David ». Il a précisé, à cet égard, qu'il n'était pas question d'abroger les accords de Camp David tant qu'il sera au pouvoir, « car cela signifierait une déclaration de l'état de guerre avec Israël », et a accusé l'OLP de « chercher à nouveau à se battre jusqu'au dernier soldat égyptien ».

ALEXANDRE BUCCIANI.

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

36.15 TAPEZ LEMONDE

En se battant à C...

Paul II s'élève

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Le pape polonais a condamné, le jeudi 30 avril, les « dernières agressions israéliennes » au sud du Liban. Il a souligné que ces attaques « constituent une violation flagrante du droit international » et a appelé à une « solution pacifique » du conflit.

Europe

En béatifiant à Cologne Edith Stein, juive morte à Auschwitz

Jean-Paul II s'élève contre le racisme et l'antisémitisme

Le samedi 2 et dimanche 3 mai, Jean-Paul II devait se rendre successivement dans la Ruhr pour rappeler la doctrine de l'Eglise sur le travail, et à Munich, pour béatifier le Père Rupert Mayer, un jésuite résistant

antimari. Le temps fort du début de ce deuxième voyage du pape en Allemagne fédérale a été la messe de béatification d'Edith Stein, prononcée vendredi 1^{er} mai, au grand stade de Cologne, devant

72 000 personnes, parmi lesquelles le chancelier Helmut Kohl et M. Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie-Westphalie, candidat malheureux du SPD à la Chancel-

COLOGNE
de notre envoyé spécial

A Auschwitz le 7 juin 1979, Jean-Paul II s'agenouilla devant le mémorial du «Ghetto» des temps modernes. A Vienne, le 11 septembre 1983, il plante une croix sur la Heldenplatz, la célèbre place des Héros, d'où Hitler, en 1938, haranguait les foules autrichiennes. Déjà jalonné d'images-choc, le pèlerinage du pape à travers la mémoire blessée de l'Europe a franchi, à Cologne, le 1^{er} mai, dans un stade rempli par plus de soixante-dix mille Allemands enthousiastes, une étape supplémentaire et spectaculaire.

Il a proclamé bienheureuse l'Eglise catholique une juive convertie - cas unique de l'histoire - martyrisée à Auschwitz. Il a exalté la résistance de figures catholiques et protestantes allemandes hostiles au nazisme, qualifié «d'idéologie néo-démocratique dérivant d'une sauvagerie crépusculaire contre tous ceux qui avaient le courage de défendre les juifs». Enfin, chef

Elle était née un jour de Kippour en 1891, et Jean-Paul II a comparé Edith Stein à Esther, «fille d'Israël captive de Babylone» dont le cèdre supplique (... «Seigneur, viens à mon secours...») est récitée par tous les juifs le jour du Grand Pardon. De même l'Evangile de la messe de béatification a été celui de la Samaritaine, à qui le Christ dit : «Le salut vient des juifs...»

Le choix des personnalités qui ont concélébré avec le pape n'était pas non plus dû au hasard : le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, dont la mère aussi a été tuée à Birkenau, le cardinal Macharski, archevêque du diocèse de Cracovie, sur le territoire duquel se trouve Auschwitz, le cardinal Meisner, archevêque de Berlin, symbole de l'Europe coupée en deux, puis l'archevêque de Tokyo, seul cardinal d'un pays qui a également souffert, le Japon.

Le pape s'est surtout attaché à dissiper les craintes que l'annonce de la béatification d'Edith Stein avait soulevées chez les juifs, qui ont parlé à son propos de «travestissement hagiographique». Baptisée, elle n'a jamais rompu, a-t-il dit, avec son peuple d'origine. C'est parce que juive qu'elle a été tuée : «Au camp d'extermination, elle est morte en fille d'Israël». Autre souvenir d'Esther : «Elle a vu dans son impuissance apparente, a ajouté le pape, un dernier moyen de rendre un dernier service à son peuple».

Mais Edith Stein a aussi donné un sens chrétien à sa mort et au «sacrifice» qu'elle présentait : «Plus les croix gammées se multipliaient dans les rues, a dit Jean-Paul II, et plus haut se dressait la croix du Christ dans sa vie».

Les Verts attaqués

Comme celui de Lyon, en octobre dernier, où l'exemple de figures saintes locales était également exalté, ce voyage en Allemagne est une sorte de pèlerinage de la mémoire et de la cathédrale vivante. Certains jugeront pourtant trop rapide le raccourci effectué par le pape à Münster. Le vendredi 1^{er} mai

Henri TINGO.

Appel à la résistance

Dès la cérémonie de béatification terminée, le pape a reçu les représentants de la communauté juive allemande, réduite à 30 000 personnes. Malgré le souci d'explication - près de 200 000 exemplaires du fascicule ont été distribués par l'archevêché de Cologne - la question reste posée de l'impact d'un tel geste du pape sur la réconciliation des juifs et des chrétiens, en Allemagne et ailleurs.

Certaines déclarations ne servent pas objectivement le dialogue. Présent à Cologne avec vingt-cinq membres de sa famille, le neveu d'Edith, M. Gerhard Stein, a par exemple déclaré que la béatification de sa tante était «un monument spirituel que l'Eglise bâtit pour tous ceux qui sont morts par les persécutions nazies». En revanche, M. Suzanne Barzdorf, nièce d'Edith Stein, a critiqué l'attitude de l'Eglise sous le III^e Reich et déclaré : «Je suis toujours convaincue qu'elle est un martyre juive, une parmi les six millions de victimes juives de l'holocauste, une parmi les quatre de notre famille».

A la question de savoir si elle était heureuse d'avoir assisté à la béatification de sa tante, elle a répondu : «J'aurais été plus heureuse si elle avait pu être sauvée par l'Eglise catholique». C'est précisément la crainte d'une «désinstitution» de la Shoah, d'où qu'elle vienne, qui avait déjà conduit les juifs à protester contre l'installation d'un cimetière aux portes du camp d'Auschwitz et à leur déplacement.

La portée symbolique de ce pèlerinage allemand dépasse cependant la seule question des rapports judéo-chrétiens. «En respectant un silence

Attentats contre des églises

Cologne (AFP). - L'Eglise catholique Saint-Brictius, du village de Hirth-Storheim, près de Cologne, a été complètement détruite vendredi matin 1^{er} mai par un incendie très probablement d'origine criminelle.

L'église était située à seulement quelques kilomètres du site d'extermination d'Auschwitz où le pape Jean-Paul II a prononcé vendredi la messe de béatification de la carmélite Edith Stein.

La police suppose que cet incendie est en rapport avec la profanation de l'église Sainte-Agnès, située au centre de Cologne, et qui a été recouverte vendredi d'inscriptions antichrétiennes, appelant notamment à «brûler les églises».

d'une Eglise à qui on a reproché avec constance son silence sur les horreurs du passé, il a élevé la voix pour dénoncer ce qu'il juge aujourd'hui être des atteintes à la vie : avortement, euthanasie, manipulations génétiques, stérilité volontaire des couples, allusion directe à la déshumanisation allemande. La mémoire contre l'oubli et la banalisation du crime. La parole et l'engagement contre le renoncement.

Le pape venait-il à Cologne béatifier Edith Stein, la philosophe juive allemande gazée à Auschwitz, ou Bénédicte de la Croix, la convertie carmélite nourrie de philosophie avec Max Scheler, de mysticisme avec Jean de la Croix, de théologie avec Thomas d'Aquin - également les auteurs favoris de Karol Wojtyla - déportée de son couvent de Hollande à la suite de représailles visant l'épiscopat catholique, qui avait dénoncé, en 1942, l'antisémitisme des nazis (Le Monde du 30 avril) ?

Edith Stein et Bénédicte de la Croix ne font qu'une. Avec un luxe de détails symboliques, les cérémonies de Cologne n'ont en pour but que de souligner la double situation spirituelle - juive et chrétienne - d'une figure de l'histoire allemande moderne, dont le pape a voulu faire la «synthèse pathétique» des drames du siècle et de ses formes de recherche de la vérité.

YOUGOSLAVIE

Le dissident Dragoslav Paraga condamné à trois ans de «silence»

BELGRADE
de notre correspondant

A l'issue de six jours d'audience, le dissident Dragoslav Paraga a été condamné, le jeudi 30 avril, par le tribunal de Zagreb à six mois de réclusion avec sursis. Cette peine est assortie d'une interdiction de s'exprimer en public et de faire des déclarations pendant trois ans. Le tribunal avait entendu cinq témoins à charge, y compris le directeur de la prison dans laquelle Paraga avait déjà purgé quatre ans de réclusion pour avoir présenté d'une façon «mensongère» la situation des prisonniers politiques en Yougoslavie.

PAUL YANKOVITCH.

AUTRICHE : les suites de l'affaire Waldheim

Le chancelier Vranitzky maintient sa visite aux Etats-Unis

VIENNE
de notre correspondant

Le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, a décidé de maintenir son voyage à Washington prévu du 17 au 24 mai, en dépit de la décision du département américain de la justice d'interdire au président Kurt Waldheim l'entrée aux Etats-Unis. Le chancelier a pris cette décision «après mûre réflexion dans l'intérêt de l'Autriche», estimant qu'un «isolement volontaire ne contribuerait pas à résoudre les problèmes». Le chef du gouvernement profitera de son séjour pour prendre des contacts avec la presse américaine afin d'expliquer la position de l'Autriche. Le chancelier a pris cette décision contre une forte opposition non seulement du président Waldheim mais aussi du ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, qui aurait préféré que ce voyage fût annulé.

démisionner, jugeant qu'un tel geste «ne servirait en rien les intérêts du pays». Un sondage publié dans le quotidien conservateur *Kronenzeitung* indique que 74 % des Autrichiens estiment que M. Waldheim doit rester à son poste, 19 % étant d'un avis contraire. Le président autrichien a commenté la décision du département américain de la justice en marge d'une réunion d'anciens combattants de la seconde guerre mondiale en la mettant sur le compte du «lobby de la côte est des Etats-Unis», qui s'est montré, selon lui, «terriblement brutal et sans pitié».

M. Mock a indiqué que le président de la République effectuera son premier voyage hors d'Autriche en Jordanie du 1^{er} au 4 mai, à l'invitation du roi Hussein. M. Waldheim a également reçu des invitations à se rendre en Egypte et en Hongrie.

WALTRAUD BARYLL.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Ronald Lauder, a été convoqué jeudi au ministère des affaires étrangères pour être informé par M. Mock du «rejet formel des accusations injustifiées élevées contre le président Waldheim» par le gouvernement. M. Mock, qui estime que les relations austro-américaines «sont soumises à leur plus dure épreuve depuis 1945», a invité M. Lauder à mettre à la disposition du gouvernement autrichien tous les documents sur la base desquels le département de la justice a pris sa décision. Par ailleurs, M. Kurt Waldheim a déclaré vendredi qu'il n'envisageait pas de

Une Roumaine d'origine allemande s'est immolée à Bucarest. - Une ressortissante roumaine d'origine allemande qui voulait émigrer en RFA s'est immolée par le feu le lundi 27 avril à Bucarest, a indiqué vendredi un porte-parole du ministère des affaires étrangères ouest-allemand. Bonn a refusé de révéler l'identité de la victime, âgée d'une soixantaine d'années. Elle se rendait à l'ambassade de RFA à Bucarest lorsqu'elle a été empêchée d'y pénétrer par la milice roumaine. Elle s'est alors versée sur le corps un liquide inflammable et y a mis le feu. Elle est morte à l'hôpital. Bonn a demandé à Bucarest des explications sur ce drame. - (AFP.)



JERSEY

L'île Fleur

se met en 7 pour vous

1^{er} JOUR



Nous décidons de faire le tour de l'île. Louer une voiture est chose facile et peu onéreuse. La conduite à gauche réserve quelques petits gags sans danger. Découvrir les 4 côtes si différentes est un régal. Nous visiterons Mont-Orgueil, forteresse dominant le beau port de Gorey. Ensuite balade sur les immenses plages.

2^e JOUR



Notre deuxième jour est consacré à l'ambiance. Les puits fleurissant bon le bois peint, le cuir et le briard brun. Les hôtels où, le soir, nous dinons et dansons vêtus comme des princes. La rencontre avec les Jerseyis si accueillants, fait de cette journée de contact une journée chaleureuse.

3^e JOUR



Un soleil super nous invite à parcourir la campagne pomponnée. Des champs de fleurs, encore des champs de fleurs. Des prairies cultivées à profusion. Des prés bien gras où paissent les petites vaches jersiaises. Des fermes-manoirs encastrées dans la verdure, enfin, tout ce qui rend la vie digne d'être vécue.

4^e JOUR



Aujourd'hui, c'est notre journée "écologique". Nous allons visiter la réserve d'animaux en voie de disparition. Dans ce merveilleux site paradisiaque, gorilles, orang-outans, léopards, oiseaux rares, etc., courent des jours paisibles. Ils s'y reproduisent, bichonnés par l'équipe de Gerald Durrell. Ne manquez pas cela !

5^e JOUR



Sur cette île, c'est incroyable ce qu'il y a pour se détendre. Les sports : golf, surf, sur les rochers de St-Ouen, tennis, équitation. Et le soir cabarets et spectacles de music-hall : gins et numéros de grande classe. Fort-Régent est un lieu extraordinaire : jeux de toutes sortes, fête foraine, etc.

6^e JOUR



"Shopping" le mot qui a un si joli son. Dans les rues piétonnes de St-Hélier, la capitale, c'est la tentation matérialisée : cosmétiques, shelland, disques, parfums, bijoux, sans oublier whisky et tabac. Le "Tree of Taxes" permet de faire quelques économies. Les valises vont souffrir, mais ne nous étonnons pas sur elles !

7^e JOUR



Ah, les breakfasts jersiais : œufs, bacon, marmelade d'orange, toast grillés ! C'est un bon départ pour la journée. Nous partons dénicher une bonne table, et il y en a ! Les petits homards grillés, les poissons frais du jour, les pâtisseries nappées de la fameuse crème de Jersey. Et pour accompagner tout cela, les meilleurs vins français. Ah ! JERSEY !

Laissez par air, par mer et par ferry. Départ de Paris, Bretagne, Normandie... Consultez votre agence de voyages.

Pour recevoir une documentation en couleurs, envoyez la gentillesse de retourner ce coupon à : Maison de l'île de Jersey, Département LM279, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 47 42 93 68

NOM _____

ADRESSE _____

LM2

Jersey l'île Fleur, un merveilleux séjour

LIBAN SUD

Le camp de Myeh-Myeh morts et 37 blessés

Le camp de Myeh-Myeh, situé à 10 km du sud de Beyrouth, a été le théâtre d'un massacre d'Israéliens. Les forces israéliennes ont tué 10 personnes et en ont blessé 37. Les survivants ont été envoyés dans des camps de réfugiés.

La panique a gagné le camp, et plusieurs familles ont fui à pied, par les colonnes de fumée blanche. Le bruit des tirs des avions israéliens, vers les faubourgs de Saïda.

Ce même vendredi, deux postes de la Force internationale des Nations unies à Liban (FINUL) ont été la cible d'armes automatiques. Les forces de positions israéliennes ont tiré sur les postes de la FINUL. Les forces de la FINUL ont riposté.

Par ailleurs, l'hebdomadaire *Al-Chiraa*, qui avait révélé la vente d'armes américaines à l'armée libanaise, a été la cible d'attaques. Les forces de la FINUL ont riposté.

Le président Moubarak a accusé l'OLP de chercher à se battre. Le dernier soldat égyptien a été tué.

EGYPTE

Moubarak accuse l'OLP de chercher à se battre le dernier soldat égyptien

Le président Moubarak a accusé l'OLP de chercher à se battre. Le dernier soldat égyptien a été tué.

Le président Moubarak a accusé l'OLP de chercher à se battre. Le dernier soldat égyptien a été tué.

Le président Moubarak a accusé l'OLP de chercher à se battre. Le dernier soldat égyptien a été tué.

Le président Moubarak a accusé l'OLP de chercher à se battre. Le dernier soldat égyptien a été tué.

Politique

La réforme hospitalière adoptée par l'Assemblée nationale

Nouveau vent de fronde contre M^{me} Barzach

Le projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire a été adopté, le jeudi 30 avril, en première lecture, par l'Assemblée nationale.

La majorité (UDF et RPR) a voté pour le texte de M^{me} Barzach. Le Front national, jugeant trop timorée cette réforme, s'est abstenu, tandis

qu'il n'est pas fréquent de voir le président de la commission des affaires sociales, M. Jacques Barrot, en colère dans l'hémicycle. Pourtant, dans l'après-midi du jeudi 30 avril, le député centriste, furieux, a gravi quatre à quatre les marches qui séparent le banc de la commission de celui où étaient regroupés un petit noyau de députés UDF récalcitrants qui souhaitaient, par amendement, donner un coup de pouce supplémentaire aux établissements sanitaires privés. M. Barrot, le doit tendre, a lancé les élus UDF menaçant de débiter le gouvernement.

Objet du litige: le fait que, dans le projet de réforme hospitalière, le regroupement des établissements privés soit autorisé, mais au prix d'une réduction du nombre des lits. Pour un certain nombre d'élus de la majorité, le secteur privé hospitalier ferait ainsi les frais de l'infirmité de l'État. Le secteur public serait le principal responsable. C'est du moins l'argumentation qu'ont défendue tour à tour MM. Bernard Savy (apparenté RPR, Nièvre) et Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques). Les amendements qu'ils ont déposés tendaient à plafonner la réduction du nombre des lits imposée par la loi. « Vous ouvrez de fausses fenêtres », a lancé M. Lamassoure en direction de M^{me} Barzach. Vous prenez d'une main ce que vous donnez de l'autre. La symétrie n'est pas juste entre le privé et le public », a-t-il ajouté, avant de présenter un amendement plafonnant à 5 % la réduction du nombre des lits.

L'amendement déposé dans le même sens par M. Savy avait été repoussé, mais celui de M. Lamassoure semblait avoir le soutien de plusieurs députés UDF, parmi lesquels MM. Bruno Durieux (Nord) et Jean-Marie Daillat (Manche).

Prenant la parole pour calmer ses troupes rebelles, M. Barrot a admis le bien-fondé, dans l'esprit, de ces amendements: « Vous souhaitez en effet que le privé soit traité avec la même équité que le public », a-t-il dit, en demandant à M^{me} Barzach de s'engager à rétablir l'équilibre entre les deux « dans un esprit de complémentarité ». Mais le secrétaire général du CDS a demandé le rejet de ces amendements, jugeant inutile de bloquer à l'avance les négociations qui seront engagées dans ce domaine avec les intéressés avant la parution des décrets d'application.

C'est également le point de vue qu'a défendu le ministre de la Santé, affirmant ne pas comprendre le « procès d'intention » que lui faisait une partie de la majorité. Rappelant que le groupement des établissements privés était « au plus » de sa réforme, M^{me} Barzach a expliqué qu'elle ne souhaitait pas que l'on fige dans un cadre rigide ce qui devrait découler d'une concertation avec la profession.

« Je ne fais pas de procès d'intention », a répliqué M. Lamassoure en insistant sur le fait qu'il ne demandait pas l'application d'un taux uniforme, mais seulement celui d'un plafond.

« Vous mettez des baskets au privé ! »

Sautant sur cette trop belle occasion de verser un peu d'huile sur le feu majoritaire, M. Claude Bartolone (PS, Saint-Denis) a expliqué que les amendements Savy et Lamassoure ne faisaient que pousser jusqu'au bout la logique libérale de M^{me} Barzach en donnant des avantages « exorbitants » au privé. « Vous faites un croche-pied aux établissements publics et vous mettez des baskets au privé. Mais M. Lamassoure est cohérent, il tire les leçons de votre projet, a protesté M. Bartolone. Cela va ramener la guerre entre le public et le privé. »

A l'issue d'un scrutin public demandé par le RPR pour imposer à ses amis de l'UDF la discipline majoritaire, l'amendement Lamassoure a finalement été repoussé: seuls de la majorité, MM. Savy et Lamassoure ont voté pour le bœuf de leur loi.

Le ministre de la Santé a demandé, d'autre part, à l'Assemblée nationale de rejeter les amende-

ments socialistes et communistes, dénonçant cette « restauration », votaient contre.

Après la fronde des députés de la majorité sur le renouvellement quinquennal des chefs de service (le Monde des 29 et 30 avril), le ministre délégué chargé de la Santé et de la famille a essuyé un second grain à propos de l'équilibre entre le secteur public et le secteur privé.

« C'est ainsi notamment que l'article 8 du projet de loi a été complété par la précision suivante: « Le chef de service a pour rôle d'organiser le fonctionnement technique du service, d'en proposer les orientations médicales et de régler les rapports avec l'administration. » M. Jean Bardet (RPR, Val-d'Oise), à l'origine de cet amendement, a estimé que le chef de service étant obligé, pour son renouvellement quinquennal, de présenter un rapport d'activité, il devait « avoir les moyens de définir les grandes lignes de l'orientation de son service ».

S'agissant, enfin, des pôles d'activité à la tête desquels, par délégation, se trouveront nommés des jeunes praticiens, la majorité a souhaité préciser qu'ils seraient « créés ou supprimés sur proposition du chef de service concerné », par une délibération du conseil d'administration de l'établissement.

En réalité, ce n'est pas tant le principe du quinquennat qui devrait inquiéter que le pouvoir quasi discrétionnaire accordé au ministre de la Santé: c'est à lui, en effet, qu'il appartiendra de juger le rapport d'activité rédigé tous les cinq ans par le chef de service et de décider du renouvellement de son mandat.

Enfin, l'évidence, d'une procédure lourde — il y a plus de cinq mille chefs de service — exposant aux rigueurs d'une politisation de ces nominations. Une structure indépendante n'aurait-elle pas été préférable?

Pour le reste, la discussion parlementaire n'a donné lieu à aucune surprise. Le lobby du privé a bien essayé, au cours de diverses escarmouches, de se voir accorder par M^{me} Barzach d'autres avantages que celui de pouvoir regrouper plusieurs établissements privés. En vain. Le ministre de la Santé a préféré laisser planer un doute dans l'attente de la publication des décrets d'application de la loi.

Ce n'est donc pas au cours de ces trois jours de discussions que l'on a pu voir se dessiner le profil de l'hôpital de demain. Peut-être les regards étaient-ils déjà tournés vers le conseil des sages, tant il est vrai que c'est ce conseil qui sera chargé de la mise en œuvre de la loi. Le juge ne peut imposer aux parents de s'entendre.

Il a donc profité de l'occasion pour se livrer à un véritable toilettage de la législation. Considérant que la notion de « garde » des enfants (le parent ayant la garde disposant automatiquement de l'autorité) était difficile à définir avec précision, M. Mazeaud propose de la remplacer par celle plus précise d'« exercice de l'autorité parentale » dans tous les articles du code faisant référence à la « garde ». Avec l'accord de la majorité, M^{me} Pasquette Neveux (PS, Val-de-Marne) a, d'autre part, fait adopter un amendement rendant obligatoire l'audition, par le magistrat, des enfants de plus de treize ans, si les parents sont en désaccord sur un cas d'impossibilité ou d'inconvénient trop grand pour les enfants.

Th. R.

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie au Sénat

Questions de confiance

On n'apprend pas à un vieux singe à faire des grimaces.

Le madré rapporteur de la commission des lois du Sénat, M. Etienne Daillly, a tout de suite perçu les arrière-pensées du groupe socialiste quand il a constaté, le jeudi 30 avril, à la reprise du débat sur le projet de référendum en Nouvelle-

Calédonie, que MM. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), Claude Estier (Paris) et Jean-Luc Mélenchon (Essonne) étaient décidés à prolonger la discussion aussi longtemps que possible en intervenant à propos de chacun des dix-neuf articles du projet de loi, amendements et sous-amendements à l'appui.

Il a vite compris et pour cause: il avait fait de même, il y a deux ans, pour retarder la mise en œuvre des projets présentés par M. Edgard Pisani: « Vous cherchez à gagner du temps. Vous espérez atteindre ainsi l'élection présidentielle. Je puis le comprendre — a-t-il d'ailleurs admis avec un fair-play — nous aussi. »

En 1985, nous avons tout fait pour retarder la consultation que vous prévoyiez alors, parce que nous estimions que l'on trompait les électeurs en leur posant une seule question... (celle de l'indépendance-association).

M. Daillly ne se trompait pas. Il y a bien une part de calcul politique dans l'attitude, au Sénat, des socialistes, qui ne seraient pas fâchés, en effet, d'exploiter jusqu'à l'échéance de 1988 un dossier qui divise la majorité, et ce avec la bénédiction de l'Elysée. M. François Mitterrand n'a-t-il pas été le premier à faire savoir aux dirigeants du mouvement indépendantiste, le 3 avril, qu'ils pouvaient compter sur lui pour maintenir la pression sur le gouvernement? (le Monde du 5 avril).

S'ils ne font que retourner contre la majorité sénatoriale des armes de procédure que celle-ci avait employées contre eux, les socialistes ne sont pas dépourvus d'arguments sérieux pour inviter le gouvernement — d'accord en cela avec les communistes — à « un débat supplémentaire de réflexion ».

Défendant une motion de renvoi en commission, M. Dreyfus-Schmidt jouait ainsi sur le velours lorsqu'il a réclamé de différer le référendum jusqu'à ce qu'une mission de la commission des lois ait pu se rendre en Nouvelle-Calédonie, « pour aller constater la situation réelle des régions, vérifier si des morts figurent ou non sur les listes électorales de Nouméa, s'il existe ou non un quadrillage du territoire par les forces de l'ordre ».

Le Sénat n'avait-il pas pris une telle précaution en 1985, à la demande même de M. Daillly, qui avait alors mis en garde contre tout débat « précipité »? Or, à l'époque, la consultation électorale s'annonçait dans des conditions beaucoup plus favorables qu'aujourd'hui puisque tout le monde acceptait d'y participer, ce qui n'est plus le cas actuellement.

En outre est-il superflu d'insister, dès lors qu'il s'agit d'un scrutin d'autodétermination, pour que soient levées toutes les suspensions engendrées par les précautions exceptionnelles envisagées afin d'assurer « la sécurité et la sincérité » de cette consultation? C'est le président de la commission des lois en personne, M. Jacques Larché, qui soulignait, dans un rapport rédigé au lendemain des élections régionales du 29 septembre 1985, la nécessité de procéder « à un contrôle très strict et systématique des listes électorales » après avoir relevé le caractère « précipité » dans lequel « s'étaient déroulées les inscriptions nouvelles et l'incertitude qui règne sur certaines d'entre elles ». C'est lui aussi qui, dans ce

même rapport établi au nom d'une délégation de la commission des lois envoyée sur place, se félicitait que le gouvernement de M. Laurent Fabius ait alors renoncé à regrouper certains bureaux de vote des régions de brousse dans l'espoir de mieux contrôler le dépouillement du scrutin parce que cette mesure — retenue, cette fois, par le gouvernement de M. Jacques Chirac — aurait été ressentie par les tribus canaques « comme une brimade inutile ».

Les sénateurs socialistes ne se privent donc pas de taxer le gouvernement d'incohérence en offrant par la même occasion aux dirigeants indépendantistes de nouvelles raisons de précéder le boycottage du scrutin.

Les assurances de M. Pons

A défaut de faire avancer les choses, la poursuite du débat a ainsi confirmé la prédominance stérilisante des présupposés idéologiques. Ce dont conviendrait volontiers M. Larché: « On nous oppose notre attitude à l'égard du gouvernement précédent. Nous en avons changé, c'est vrai, car ce gouvernement n'avait pas notre confiance politique... »

A ce rythme sénatorial, seuls cinq articles avaient été adoptés jeudi soir, au moment de la suspension du débat, qui doit reprendre mardi matin 5 mai. La Haute Assemblée a toutefois apporté d'ores et déjà trois retouches au texte voté par l'Assemblée nationale.

1. Chacune des commissions administratives ad hoc chargées d'établir les listes électorales sera présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire désigné (et non simplement proposé) par le premier président de la Cour de cassation;

2. L'INSEE n'étant pas compétent sur le territoire, c'est l'Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie qui sera chargé de tenir un fichier général des électeurs;

3. C'est à partir de la date de promulgation de la loi que sera calculé le délai de trois ans de résidence requis pour pouvoir participer au scrutin.

Accusé à la fois par M. Mélenchon de défendre un projet « qui prépare la guerre civile », par M. Albert Ramassamy (PS, la Réunion) d'avoir « pour seul but d'amener les indépendantistes à résipiscence », et par M. Henry Bangou (apparenté PC, Guadeloupe), de perpétuer « une France colonialiste et esclavagiste qui a toujours défendu les privilèges de la fortune », le ministre des DOM-TOM a protesté de sa bonne foi: « Le gouvernement n'a pas l'intention d'aider la majorité qui se dégrade des urnes à exercer une pression sur la minorité, a-t-il déclaré. Le gouvernement n'est pas sûr de détenir toute la vérité, mais son obsession est de maintenir l'harmonie dans ce territoire et d'aider la communauté calédonienne à se retrouver elle-même. Notre objectif est de faire un pas vers la réconciliation. Je ne veux pas élever le FLNKS à résipiscence. »

Le FLNKS, pour sa part, avait affirmé que le meurtrier présumé du général n'avait fait feu « qu'après avoir été blessé par les gendarmes ».

PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard :

Tout va bien

« La bande à Léo se porte très bien », a déclaré, jeudi 30 avril, à Toulouse, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, ajoutant qu'il souhaitait « à beaucoup de niveaux de la majorité de se porter aussi bien ».

M. Chaban-Delmas :

La guerre des bandes

« Je ne crois pas que l'opinion publique apprécie la bande de celui-ci, la bande de celui-là, et pourquoi pas la bande d'un troisième. Parce que ce fait d'être au sein de la majorité n'entraîne pas la majorité. Les bandes de demain », a ajouté l'ancien ministre socialiste de la culture.

M. Lang :

Révolution tranquille

« Il faut être prêt à proposer au pays une alternance possible, sereine, constructive et réaliste », a déclaré, le jeudi 30 avril, au micro de RFO, M. Jack Lang. « Le maintien de François Mitterrand à la tête de l'État peut marquer une sorte de révolution tranquille dans les mentalités et dans les mœurs. Le Parti socialiste va apparaître de plus en plus comme le centre, au sens du cœur, de la vie politique française — par l'ampleur de son rayonnement, la diversité de son discours, la force de ses idées autour d'un socle d'ordonner la majorité de demain », a ajouté l'ancien ministre socialiste de la culture.

M. Messmer :

Chrysanthèmes

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée natio-

nale, a expliqué de la manière suivante, le jeudi 30 avril à Antenne 2, la forte cote dont dispose M. Mitterrand dans l'opinion: « Comme c'est un homme habile, qu'il distribue des bons points, des mauvais points de temps en temps, et qu'il se fait voir à droite et à gauche en province et à Paris, il a pris la popularité que les présidents de la III^e République avaient parce qu'ils inauguraient les chrysanthèmes. »

M. Doubin :

Sottises

M. François Doubin, président du Mouvement des radicaux de gauche, est « très favorable » à la candidature de M. Le Pen à l'élection présidentielle. « Sa candidature, a-t-il déclaré, le mercredi 29 avril, va lui donner l'occasion de dire beaucoup de sottises. Plus cet homme-là parlera, plus les Français s'en rendront compte et plus ses voix baisseront. »

Le sens

En 1944, du côté de la France, dans l'attente de la libération, les Français ont vu leur pays envahi par les Allemands. En 1945, ils ont vu leur pays envahi par les Américains. En 1946, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1947, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1948, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1949, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1950, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1951, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1952, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1953, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1954, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1955, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1956, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1957, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1958, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1959, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1960, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1961, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1962, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1963, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1964, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1965, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1966, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1967, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1968, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1969, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1970, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1971, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1972, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1973, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1974, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1975, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1976, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1977, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1978, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1979, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1980, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1981, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1982, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1983, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1984, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1985, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1986, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1987, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1988, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1989, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1990, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1991, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1992, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1993, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1994, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1995, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1996, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1997, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1998, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 1999, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2000, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2001, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2002, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2003, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2004, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2005, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2006, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2007, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2008, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2009, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2010, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2011, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2012, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2013, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2014, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2015, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2016, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2017, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2018, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2019, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2020, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2021, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2022, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2023, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2024, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2025, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2026, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2027, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2028, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2029, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2030, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2031, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2032, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2033, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2034, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2035, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2036, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2037, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2038, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2039, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2040, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2041, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2042, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2043, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2044, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2045, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2046, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2047, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2048, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2049, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2050, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2051, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2052, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2053, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2054, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2055, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2056, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2057, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2058, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2059, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2060, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2061, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2062, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2063, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2064, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2065, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2066, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2067, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2068, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2069, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2070, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2071, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2072, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2073, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2074, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2075, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2076, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2077, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2078, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2079, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2080, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2081, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2082, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2083, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2084, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2085, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2086, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2087, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2088, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2089, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2090, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2091, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2092, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2093, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2094, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2095, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2096, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2097, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2098, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2099, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2100, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2101, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2102, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2103, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2104, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2105, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2106, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2107, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2108, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2109, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2110, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2111, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2112, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2113, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2114, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2115, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2116, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2117, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2118, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2119, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2120, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2121, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2122, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2123, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2124, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2125, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2126, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2127, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2128, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2129, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2130, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2131, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2132, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2133, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2134, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2135, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2136, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2137, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2138, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2139, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2140, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2141, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2142, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2143, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2144, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2145, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2146, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2147, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2148, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2149, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2150, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2151, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2152, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2153, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2154, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2155, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2156, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2157, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2158, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2159, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2160, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2161, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2162, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2163, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2164, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2165, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2166, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2167, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2168, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2169, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2170, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2171, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2172, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2173, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2174, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2175, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2176, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2177, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2178, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2179, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2180, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2181, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2182, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2183, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2184, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2185, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2186, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2187, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2188, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2189, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2190, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2191, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2192, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2193, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2194, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2195, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2196, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2197, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2198, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2199, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2200, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2201, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2202, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2203, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2204, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2205, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2206, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2207, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2208, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2209, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2210, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2211, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2212, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2213, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2214, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2215, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2216, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2217, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2218, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2219, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2220, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2221, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2222, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2223, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2224, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2225, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2226, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2227, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2228, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2229, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2230, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2231, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2232, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2233, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2234, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2235, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2236, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2237, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2238, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2239, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2240, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2241, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2242, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2243, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2244, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2245, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2246, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2247, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2248, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2249, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2250, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2251, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2252, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2253, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2254, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2255, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2256, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2257, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2258, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2259, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2260, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2261, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2262, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2263, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2264, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2265, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2266, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2267, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2268, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2269, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2270, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2271, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2272, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2273, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2274, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2275, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2276, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2277, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En 2278, ils ont vu leur pays envahi par les Français. En

Le sens du procès Barbie

(Suite de la première page.)

Le dossier de l'occupation n'a pratiquement pas cessé d'être ouvert depuis 1944. Durant les dix années qui suivirent, de multiples procès ont eu lieu.

Durant ces années-là, on a jugé en France non seulement des Français accusés de trahison ou d'intelligences avec l'ennemi, qu'ils aient été ministres, membres ou dignitaires du gouvernement de Vichy, journalistes engagés dans la collaboration, dénonciateurs, tortionnaires ou auxiliaires de tortionnaires, mais aussi des Allemands. Et parmi ceux-ci il en fut de tous grades et de tous rangs.

Il y eut des gardiens d'un camp de concentration comme le Struthof en Alsace, des médecins nazis auteurs d'expériences sur des détenus de ce même camp. Il y eut des membres d'autres Einsatzkommandos, tel celui de Bordeaux. Il y eut surtout le général Carl Oberg et son adjoint Heinrich Knochen, chefs suprêmes de la police allemande dans la France occupée, et, à ce titre, supérieurs à Barbie. Il est, du reste, significatif que, pour restituer la place et le rôle de celui-ci à Lyon, ce soit au dossier Oberg que l'accusation se soit aujourd'hui encore référée et que Knochen lui-même ait été appelé à déposer pendant l'instruction. Il est vrai que cela est aujourd'hui bien oublié. Il est vrai aussi que Klaus Barbie sera le premier accusé en France à répondre de crimes contre l'humanité, ses prédecesseurs en justice ayant été poursuivis comme auteurs ou complices de crimes de guerre aujourd'hui prescrits en ce qui le concerne.

C'est pourquoi il a fallu rechercher, pour le poursuivire, des faits qui jusqu'alors étaient demeurés ignorés et pouvaient, par leur nature, constituer des crimes contre l'humanité déclarés imprescriptibles par la loi française du 26 décembre 1964. Ce sont notamment la rafle opérée le 9 février 1943 au siège de l'Union générale des israélites de France, 12, rue Sainte-Catherine, à Lyon, suivie de la déportation de plusieurs dizaines de personnes; l'expédition du 6 avril 1944 au Foyer des enfants juifs d'Izieu, dans l'Ain, où furent enlevés quarante-quatre mineurs et six membres du personnel; l'envoi en déportation, le

11 août 1944, de plus de six cents juifs ou résistants, ainsi qu'une série d'actions dont furent victimes individuellement des hommes ou des femmes en 1943 et 1944, tous ces faits entrant dans l'exécution d'un plan concerté pour réaliser la déportation, l'asservissement et l'élimination de populations civiles ou des persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux.

Un défilé de quatre ans

S'étonnera-t-on de ne pas voir figurer dans cette liste l'arrestation à Caluire, banlieue de Lyon, de Jean Moulin et de six de ses compagnons, le 21 juin 1943, dont Klaus Barbie s'est toujours targué d'être l'auteur, se défendant seulement de s'être ensuite comporté en tortionnaire de l'unificateur de la Résistance française? Juridiquement, l'explication est simple. L'affaire Jean Moulin est tenue pour un crime de guerre aujourd'hui prescrit, et non plus un crime, imprescriptible, contre l'humanité. Théoriquement, elle n'aurait pas à être évoquée devant la cour d'assises du Rhône.

Il n'en reste pas moins que, depuis la fin de la guerre, le nom de Barbie reste lié à ce drame et qu'en France au moins c'est à lui

que l'ancien SS doit ce que l'on ose appeler sa « célébrité ». Comme de surcroît ce fut là le résultat d'une trahison ou pour le moins d'une imprudence. L'occasion était trop belle pour lancer une version nouvelle faisant de Jean Moulin non plus une victime de Barbie, mais celle d'autres résistants décidés de se débarrasser d'un compagnon avec lequel ils se trouvaient politiquement en opposition et le laissant tomber dans un traquenard dont ils auraient eu les inévitables conséquences.

Ainsi, M. Jacques Vergès aidant, et au mépris de deux procès aujourd'hui bien lointains — 1947 et 1950 — qui mettaient en cause René Hardy, mort récemment (le Monde du 15 avril 1987), le seul résistants du rendez-vous de Caluire qui échappa à la Gestapo, acquitté il est vrai tant par la cour de justice qu'ensuite par le tribunal militaire, on en arrivait à la version d'un Jean Moulin mort, non plus des tortures subies, mais ayant décidé de mettre fin à ses jours par désespoir.

Ainsi, l'affaire Barbie allait révéler, non seulement une France occupée délirante et auxiliaire zélée de son occupant, mais encore une Résistance capable de livrer l'un des siens. Quoi d'éton-

nant alors que le procès Barbie fasse peur? C'était à qui expliquerait d'un air entendu qu'il n'aurait jamais lieu, que l'on attendrait patiemment la mort dans sa prison de ce détenu encombrant, et se mordant les doigts de l'avoir mis. Autant pour les sursitaires! Car s'il a effectivement fallu attendre plus de quatre ans, la seule vraie raison de ce délai incombe à certaines associations de résistants qui estimèrent que le juge d'instruction de Lyon, M. Christian Nucci, et après lui, la chambre d'accusation de cette ville avaient eu de la notion de crime contre l'humanité une conception trop étroite en la limitant aux seules actions menées contre les juifs. La Cour de cassation leur donna raison mais son arrêt rendu le 20 décembre 1985 entraîna deux suppléments d'information dont le dernier ne fut achevé que le 18 mars 1987.

Il reste à souhaiter que le procès Barbie — auquel, comme l'a montré le sondage réalisé par IPSOS pour le Monde du 2 mai, une majorité de Français déclarent s'intéresser, estimant que la justice doit l'emporter sur l'oubli — puisse être mené dans la dignité que commande cette même justice.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La thèse de M. Vergès sur l'arrestation de Jean Moulin a été jugée diffamatoire par le tribunal de Paris

Avocat de Klaus Barbie, M. Jacques Vergès a été condamné le jeudi 30 avril par la 17^e chambre du tribunal de Paris à deux amendes de 15 000 F, l'une pour complicité de diffamation envers Raymond et Lucie Aubrac, l'autre pour avoir commis le même délit à l'égard de M. Pierre Guillaumet de Bénéville. Les mêmes peines ont été infligées en qualité d'auteur principal de la diffamation à M. Claude Bal, réalisateur du film *Que la vérité en soit*, tourné en 1984 et consacré à la vie de Jean Moulin, en accord avec un adjoint de Barbie, ce qui revenait à signifier que la police allemande remerciait ainsi un délateur.

M. Vergès et M. Bal sont, en outre, condamnés solidairement à verser 50 000 F de dommages et intérêts à chacun des époux Aubrac qui en demandaient l'un et l'autre 250 000 F et le franc symbolique que réclamait simplement M. de Bénéville. En outre, le tribunal,

présidé par M^{me} Marie-Claude Duverrier, a ordonné la saisie et la suppression des passages du film qui sa décision considère comme diffamatoires.

Ces passages se présentaient sous la forme d'un dialogue entre M. Bal et M. Vergès. Il ressortait de ces échanges de propos que M. Raymond Aubrac ayant été arrêté une première fois à Lyon, en mars 1943, pour être peu après libéré, on pouvait se demander si cette arrestation n'avait pas permis aux Allemands d'obtenir des informations sur le rendez-vous de Caluire où Raymond Aubrac devait lui-même se rendre effectivement le 21 juin pour être arrêté de nouveau, en même temps que Jean Moulin et ses autres compagnons. Mais comme, quatre mois plus tard, un commando de résistants avait réussi à le délivrer dans les rues de Lyon, M. Vergès répondait à M. Bal que cette libération avait été faite, selon lui, en accord avec un adjoint de Barbie, ce qui revenait à signifier que la police allemande remerciait ainsi un délateur.

Les témoins entendus à l'audience du 3 avril — d'où M. Vergès s'était retiré au motif que le tribunal avait alors refusé un renvoi de l'affaire (le Monde du 26-27 avril) — avaient répondu à cette thèse en rappelant que l'attaque menée pour délivrer M. Aubrac, loin d'avoir été un simulacre, s'était soldée par une véritable bataille rangée au cours de laquelle trois Allemands furent tués et M. Aubrac lui-même blessé.

Pour ce qui concernait M. Pierre Guillaumet de Bénéville, M. Bal et M. Vergès, dans le même style de dialogue, exposaient que celui-ci ayant su que René Hardy, arrêté par

Barbie le 7 juin 1943 et ayant alors accepté, sous réserve de l'accord de ses chefs, d'obtenir sa liberté en livrant Jean Moulin — lui donna délibérément l'ordre de se rendre à la réunion de Caluire, sachant donc parfaitement que la Gestapo ne manquerait pas de l'y suivre. Pour le tribunal, il apparaît ainsi que « le film diffuse la thèse selon laquelle Pierre de Bénéville aurait participé à la trahison qui livra Jean Moulin à ses ennemis » et qu'il ne saurait être contesté que de telles allégations constituent une grave atteinte à l'honneur ».

Pour les époux Aubrac, le juge relève que les témoignages recueillis et les documents produits établissent qu'ils « n'ont jamais suscité de la part de leurs compagnons d'armes qu'admiration et confiance ». De même, au sujet de M. de Bénéville, il est relevé que les documents et les attestations produits dans ce dossier montrent que « le comportement de résistants de la partie civile n'a jamais suscité qu'admiration et confiance de la part de ceux qui combattaient à ses côtés ».

Ainsi se trouve donc jugée diffamatoire la thèse que M. Jacques Vergès, depuis qu'il est l'avocat de Klaus Barbie, a maintes fois déclarée que c'était celle qu'il entendait soutenir au procès de l'ancien SS à propos de l'affaire Jean Moulin. Pour autant, ce jugement, dont le défenseur de M. Vergès, M. Francis Szpiner, a annoncé qu'il allait en interjeter appel, n'interdit évidemment pas au défenseur de Barbie de défendre l'ancien SS comme il l'entend.

J.-M. Th.

Au congrès de la Confédération syndicale des avocats

M. Albin Chalandon s'élève contre « la politisation insidieuse, les partis pris idéologiques et le goût du vedettariat »

REIMS de notre correspondant

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, qui participait le vendredi 1^{er} mai à Reims au congrès national de la Confédération syndicale des avocats (CSA), a appelé avec vigueur à se ressaisir d'un pays qui « depuis quinze ans mûrde, lamine et se refuse à faire l'effort nécessaire à l'adaptation au monde moderne, devant l'organisation la plus représentative de la profession, laquelle groupe près d'un tiers du barreau ».

Le garde des sceaux a reçu un accueil cordial. Il est vrai qu'il s'est prononcé pour le maintien de la liberté des honoraires. Il est vrai aussi qu'après avoir jugé « obsoleète » au regard du contexte européen, la séparation des professions d'avocat et de conseil juridique, il a souhaité leur rapprochement, voire leur unification. Du reste, il prépare un projet qui permettra aux avocats d'exercer, « très rapidement », sous

la forme de sociétés de capitaux (SARL ou SA), M. Chalandon pose néanmoins une condition impérative : le capital devra être entièrement détenu par les avocats, seul gage à ses yeux de leur indépendance.

S'agissant de la réputation de l'honneur, M. Chalandon, comme la CSA et son président, le bâtonnier Christian Gergny, trouve « normal que la partie qui succombe lors d'un procès prenne à sa charge une partie de l'honneur que son adversaire a dû verser à son conseil ». A cet égard, semble-t-il, « la réputation est de nature à faire réfléchir avant d'entamer une action judiciaire ». Pour le reste, le ministre a annoncé son intention de réduire de moitié les délais de justice dans le cadre d'un plan de cinq ans.

S'interrogeant sur le rôle du juge, M. Chalandon a préconisé la redécouverte des « valeurs fondamentales de la collégialité » et affirmé que « le juge perd sa légitimité dans

L'affaire du Carrefour du développement

Le parquet estime la justice incompétente pour juger les faits reprochés à M. Christian Nucci

Conformément aux conclusions du juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau, le parquet de Paris a estimé, le jeudi 30 avril, que la justice était incompétente pour ce qui concerne les faits susceptibles d'être reprochés à M. Christian Nucci, ancien ministre — socialiste — de la coopération. Cette décision était attendue depuis une semaine (le Monde du 24 avril). Il ne reste plus au juge Michau qu'à rendre une ordonnance d'incompétence, renvoyant ainsi le dossier au Parlement.

Pour le juge d'instruction comme pour le parquet, il existe des « présumptions graves et concordantes » que M. Nucci se soit rendu coupable de « complicité de faux en écriture publique et usage, complicité de faux en écriture privée et usage, soustraction par dépositaire et recel ». Dans la mesure où la justice estime que ces éventuels délits et crimes ont été commis dans l'exercice de fonctions de ministre, les magistrats deviennent incompétents : conformément à la Constitution, M. Nucci ne peut être jugé que par ses pairs, députés ou sénateurs, réunis en Haute Cour de justice.

Les réquisitions du parquet de Paris, motivées en vingt-deux pages, comportent une présentation générale de l'affaire, puis une analyse des détournements de fonds soit par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives : par le biais de fausses factures, soit en espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers

Société

MÉDECINE

En Grande-Bretagne

La Chambre des lords ordonne la stérilisation d'une handicapée mentale

La Chambre des lords, la plus haute instance juridique de Grande-Bretagne, a décidé, le jeudi 30 avril, d'autoriser la stérilisation de Jeanette, une handicapée mentale de dix-sept ans (*le Monde* des 18 et 24 mars). Confirmant en cela la récente décision d'un tribunal de Newcastle-upon-Tyne, les Lords ont estimé qu'une grossesse serait « une véritable désastre » pour la jeune fille. La stérilisation devra intervenir avant le 20 mai prochain, date du dix-huitième anniversaire de la jeune handicapée, car au-delà, selon le droit britannique, le consentement de l'intéressée serait nécessaire.

Les associations britanniques d'aide aux handicapés mentaux ont exprimé leur « profonde préoccupation » devant la décision de la Chambre des lords, ajoutant que « ce jugement ne doit en aucun cas constituer une jurisprudence ». La presse britannique est partagée, quant à elle, sur ce jugement : le *Times* estime qu'il s'agit d'une « décision humaine », étant rejoint en cela par l'indépendant, pour qui le jugement est « attristant mais inévitable ». Le *Guardian*, lui est beaucoup plus réservé, estimant qu'il est difficile d'admettre que cette décision d'ordonner une stérilisation irréversible soit « le jugement le plus humain ».

ÉDUCATION

Marc Fumaroli professeur au Collège de France propose un autre déchiffrement pour l'Europe classique

Marc Fumaroli, qui enseignait depuis 1976 à Paris-IV la littérature française du dix-septième siècle, a été élu au Collège de France en juin 1986 à une chaire intitulée « Rhetorique et société en Europe (seizième et dix-septième siècles) ». Dans la leçon inaugurale qu'il a prononcée le mercredi 29 avril, il a, avec une superbe érudition, défini son projet.

Il a fait valoir le péril qu'il y a à interpréter les formes littéraires et même les formes de civilisation de l'Antique Régime à partir des méthodes forgées par les Modernes d'après leur expérience propre. Adoptant la démarche inverse, il veut retrouver dans les catégories et les conventions de la rhétorique humaniste les clés de déchiffrement des contemporains disposaient et les utiliser comme une grille d'interprétation historique non seulement des textes, mais aussi des faits sociaux.

A la différence de ce qui se passe aujourd'hui où la rhétorique a disparu, elle était au seizième et au dix-septième siècle en pleine lumière. Elle fournissait les moyens d'une conscience commune des formes à toute l'Europe. Et elle était modulée de telle sorte que plusieurs styles au Nord et au Midi, en terre protestante

ou catholique, pouvaient se réclamer d'elle.

Sur les traces de Max Weber, Marc Fumaroli voit dans la diffusion de la doctrine rhétorique de Pierre Ramus à travers l'Europe du Nord les véritables fondations de l'indivisionnalisme démocratique moderne. Il n'empêche que l'institution oratoire de Quintilien, en latin, redécouverte en 1416, continuait d'apporter à l'éducation européenne un modèle unanimement reconnu. Attentif à cet exceptionnel ferment d'unité, Marc Fumaroli n'en a pas moins souligné les nuances que l'Italie, l'Espagne et la France devaient lui donner.

Son enseignement, qui fera resurgir des structures anciennes capables de s'adapter aux réalités présentes plus de deux mille ans, est dans la ligne des recherches de beaucoup d'esprits d'aujourd'hui. Parmi ceux-ci, Marc Fumaroli a cité Valéry Larbaud, Jean Paulhan, Paul Ricoeur, Yvon Belaval, et naturellement Paul Valéry, dont il a rappelé l'admirable et rude sentence : « La force nait de la contrainte et meurt de la liberté ».

JACQUELINE PIATIER.

● **RECTIFICATIF** : Contrairement aux informations publiées par le ministère de l'Éducation nationale et reprises dans notre édition du 29 avril, des places seront créées dans des lycées de l'académie de Créteil à la rentrée prochaine. Leur nombre devrait s'élever à plus de deux mille, dont près de huit cents dans des préfabriqués, le reste dans des salles nouvellement créées ou aménagées.

SCIENCES

● **Déchets radioactifs** : les Britanniques renouent à l'implantation de quatre sites d'épandage. — Le gouvernement britannique a annoncé, le vendredi 1^{er} mai, qu'il renouait à l'implantation de quatre sites de stockage de déchets nucléaires dans le nord-est de l'Angleterre, qui sont très contestés par la population de la région. Les observateurs soulignent que les quatre sites — South Killingholme, Fulwell, Bradwell et Elexton — sont tous situés dans des zones de dépeuplement de députés conservateurs dont la réélection s'annonce difficile. Trois d'entre eux sont considérés d'État dans l'actuel gouvernement.

● **Fuite à la centrale nucléaire du Bugey (Ain)**. — Une des cinq tranches de la centrale nucléaire du Bugey, dans l'Ain, a été arrêtée le jeudi 30 mai dans la soirée en raison d'un « manque d'efficacité interne » sur l'un des générateurs de vapeur, indique la direction, qui précise que « cet incident sans gravité particulière n'entraîne aucune dispersion radioactive à l'extérieur ». L'ensemble des réparations (identification et bouchage du tube défectueux) devrait durer une quinzaine de jours. — (AFP).

● **Un astronome américain tué par l'effondrement d'un télescope**. — Un astronome américain réputé, M. Marc Arnold Anderson, est mort écrasé, le vendredi 1^{er} mai, par le dôme d'un télescope géant de l'observatoire de Kitt-Peak, près de Tucson (Arizona). C'est au moment où il s'apprêtait à sortir du bâtiment que le dôme mobile, d'un poids de 150 tonnes, en cours de rotation, s'est effondré sur lui. Agé de trente-sept ans, M. Anderson avait, en 1984, reçu un prix de la Société américaine d'astronomie, en récompense d'un mémoire selon lequel l'univers est beaucoup plus petit et plus récent qu'on ne l'admet en général. — (AFP).

● **KHEOPS** : L'existence de nouvelles cavités se confirme. — Toutes les recherches actuellement menées sur la pyramide de Kheops en Égypte tendent à confirmer que la pyramide recèle d'autres cavités. C'est la conclusion vers laquelle tendent des chercheurs argentins, japonais et français, qui ont confronté leurs études, le jeudi 30 avril, au cours d'une réunion à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris. Après la mise en évidence, en 1986, à l'initiative de deux architectes français, d'anomalies de densité au voisinage du couloir menant à la chambre de la reine, des Japonais ont fait des mesures par radar qui vont dans le même sens.

Communication

Chassés-croisés à TF 1

Menace de crise sur la Une

« Même aux heures les plus noires de TF 1 nous n'avons connu une telle situation. » A quelques nuances près, la même phrase se répète à Cognac-Jay comme à Montparnasse, les deux centres d'activités de la chaîne. Le mécontentement grand sur la Une aussi bien parmi les cadres administratifs que dans la rédaction et le personnel technique. « Ils sont fous, ils ne savent pas ce qu'ils font », disent les uns, tandis que d'autres lancent : « Ils sont en train de ruiner le fond de commerce de TF 1 ». Du côté des stars (Collaro, Sabatier, Schestien) et de l'arrivée inopinée de M. Etienne Mougéotte comme directeur d'antenne (*le Monde* du 2 mai), en passant par les tiraillements au sein même de la nouvelle équipe dirigeante, tout semble « incertain » à ceux qui travaillent au sein de la chaîne.

La nomination de M. Mougéotte a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, provoquant plus d'inquiétudes que d'apaisements. « Nous nous séjournons d'un homme qui retourne sa veste aussi facilement », disent de nombreux collaborateurs de la chaîne. M. Mougéotte a, en effet, défendu les couleurs d'Hachette dans la course à la reprise de TF 1. Pour l'heure, c'est au niveau de la direction que se joue le risque de provoquer des

remous. Le poste qu'il va occuper le place, en effet, au troisième rang derrière M. Francis Bouygues, PDG, et M. Patrick Le Lay, vico-PDG. Il devrait ainsi directement chapeauter M. Pascal Joseph, directeur des programmes, et M. Alain Desvres, directeur de l'information, contrairement à ce qui avait été prévu dans l'organigramme présenté, le vendredi 17 avril, devant le comité d'entreprise. Ces changements, jugés par les intéressés comme une remise en cause de leurs fonctions, laissent, depuis plusieurs jours, planer l'éventualité de leur démission ainsi que celle de M. Hervé Bourges, président d'honneur de TF 1 et conseiller personnel de M. Bouygues. Tous trois devaient apporter, lundi, des précisions sur leurs intentions.

C'est aussi lundi que la direction devrait « expliquer les principes de la réorganisation » de l'équipe d'encadrement. Expliquer, « seulement », indiquent des représentants syndicaux de la CFDT, car d'autres arrivées et nominations sont prévues. Sans attendre, deux organisations syndicales de la Une ont déjà pris position. Dans un communiqué, la CFDT « demande instamment à la nouvelle direction la réunion d'un comité d'entreprise extraordinaire, afin de permettre la clarification

des nouvelles nominations ». La CFDT exprime cette requête « devant l'inquiétude des personnels concernant l'hémorragie des nombreuses têtes d'affiche de TF 1 », mais aussi devant « les incertitudes qui règnent sur l'avenir de la société ».

La CFDT de TF 1 a distribué, pour sa part, un tract s'adressant directement à M. Le Lay et reprochant « aux professionnels Bouygues, désormais en place, d'être à la fois trop présents et invisibles », et d'opposer « leur mutisme aux interrogations légitimes de ceux qui, avant eux, ont fait la chaîne ». Cette organisation syndicale demande à M. Le Lay d'apporter « sans délai des réponses constructives » aux questions que la CFDT avait « clairement exposées » le 17 avril au comité d'entreprise. Parmi ces questions, figurent, en particulier, celles-ci : « Face aux grandes de la « J » sur nos programmes, de quels objets disposons-nous en réserve ? Quelles sont vos intentions en matière sociale et quand s'ouvriront les négociations avec les organisations syndicales ? ».

De part et d'autre, on s'insurge du « mécontentement grandissant du personnel » et l'on exclut pas que des « actions dures » n'interviennent si les responsables de la

chaîne « ne s'expliquent pas clairement ». Seul, pour le moment, M. Alain Schmidt, directeur de la communication, a tenté d'apporter quelques apaisements. « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter », a-t-il déclaré en ajoutant : « Depuis mercredi, la dynamique s'est inversée avec le maintien d'Yves Mourouat et l'arrivée d'Etienne Mougéotte. Nous entrons dans un processus de développement et d'autres nominations interviendront en début de semaine. » Une déclaration accueillie de façon très mitigée par de nombreux collaborateurs de TF 1, qui la jugent « dérisoire » face aux graves « menaces » qui pèsent actuellement sur la chaîne.

ANITA RIND.

Une précision de M. Pascal Joseph

A la suite de l'article : « M. Etienne Mougéotte devient directeur d'antenne de TF 1 », publié dans *le Monde* du 2 mai, M. Pascal Joseph, directeur des programmes de la première chaîne, précise qu'il n'a été « à aucun moment responsable d'une négociation avec quelque star que ce soit. Les négociations, ajoute-t-il, se sont déroulées à un autre niveau ».

PRESSE

M. Jean-Pierre Van Lede administrateur général de « Libération »

Une gestion pour temps de crise ?

Le quotidien *Libération* aura le lundi 4 mai un nouvel administrateur général. C'est un conseil de direction d'entreprise, M. Jean-Pierre Van Lede, quarante-trois ans, qui occupera ce nouveau poste. Il sera chargé de la gestion financière du quotidien de la rue Christiani de la gestion du personnel et du développement du journal, lié à son informatisation et à son démenagement — reportés d'avril à juillet.

M. Van Lede, économiste et diplômé de l'INSEAD, n'est pas un homme de presse. Il a débuté au cabinet américain de conseil Mac-Kinsey, aux Pays-Bas, puis est entré au cabinet Solving comme conseil de direction. C'est à ce titre qu'il a réalisé deux audits de *Libération* en juin et décembre 1986. Sa bonne connaissance du quotidien pourrait l'aider à devenir ensuite directeur général. *Libération* est toujours à la recherche d'un numéro deux susceptible d'épauler le directeur de la publication, M. Serge July.

M. Van Lede devra mettre le journal « sur des rails gestionnaires ». La gestion antérieure avait été fortement critiquée par une partie de la rédaction et notamment le service économique, ce qui avait provoqué en février la démission du gérant, M. Antoine Griset.

YVES-MARIE LABÉ.

Malgré les dérapages observés et dénoncés, les comptes de *Libération* pour 1986 seraient en équilibre. Sa diffusion, l'année dernière, était de 165 539 exemplaires en moyenne, soit une hausse de 19,5 % par rapport à 1985. Cependant, ses ventes ont tendance à se tasser, et, pour la première fois depuis la relance de 1981, les trois premiers mois de cette année font apparaître une légère baisse de la diffusion à Paris (55 286 exemplaires en moyenne soit 0,29 % de moins qu'en 1985).

En outre, *Lyon-Libération* (dont la vente a aussi baissé et se situe à 9 500 exemplaires en moyenne selon la direction) a enregistré 6,5 millions de francs de perte en 1986. Un chiffre important pour une édition régionale lancée en septembre...

Outre ces problèmes financiers, M. Van Lede devra aussi faire face aux problèmes de personnel : l'informatisation du journal obligerait à licencier dix-huit clavistes. Enfin, la compression des charges nécessiterait, selon un des responsables, le licenciement d'environ dix journalistes sur deux cents. L'annonce de ces licenciements, s'ils se concrétisent, pourrait avoir lieu dans le courant du mois.

La chaîne francophone par satellite, TV 5 bientôt autorisée au Canada

Le Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC) a déposé, le jeudi 30 avril, une demande d'autorisation auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), pour la retransmission au Canada de la chaîne de télévision francophone, TV 5. Créée en janvier 1984 et regroupant les télévisions de quatre pays — TF 1, A2 et FR 3 pour la France, la RTBF pour la Belgique, la RTR pour la Suisse et depuis peu, le CTQC au Canada — TV 5 est actuellement reçue par plus de cinq millions de foyers câblés dans dix-sept pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

Le modèle de programmation de TV 5 Canada, qui entrera en service en janvier 1988, sera différent de celui de TV 5 Europe « afin de satisfaire aux habitudes d'écoute nord-américaines », précise le vice-président du CTQC, M. Jacques Girard. Une partie de la programmation sera produite en France, l'autre, le reste venant d'Europe par cassettes ou par satellite (pour les émissions d'informations et les magazines d'actualité). C'est ainsi que les téléspectateurs canadiens pourront suivre en direct, en début d'après-midi, compte tenu du décalage horaire, les journaux télévisés européens du soir.

Les coûts annuels de fonctionnement seront de l'ordre de 9 millions

de dollars canadiens (41 millions de francs), dont le CTQC assumerait l'essentiel. Le Consortium regroupait sociétés canadiennes : Cogeco, Film Sat, TV Ontario, l'Office national du film, Radio-Canada, Radio-Québec, Pathon-Télé capiale et Télé Métropole. Il est financé en partie par les gouvernements du Canada et du Québec et par les sociétés ou organismes membres.

L'arrivée de TV 5 au Canada entraînera la disparition de la chaîne française TVFQ 99, qui diffusait actuellement des émissions des trois premières chaînes hexagonales avec un ou plusieurs semaines de retard.

● **M. Léotard et la guerre des étoiles**. — Répondant le mercredi 29 avril à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, à M. Bernard Schreier (PS, Vendée) qui avait constaté que « depuis quatre semaines, les chaînes de télévision se livrent une guerre sans merci à coups de milliards », M. Léotard a estimé qu'il s'agit là d'un problème qui concerne d'un côté des employeurs privés et de l'autre des personnes liées à ces employeurs par des contrats de droit privé (...). Ces vedettes sont-elles trop payées ? Cela les regarde, elles et leurs employeurs, cela ne vous regarde pas. »

Sports

VOILE : Lorient Saint-Pierre-et-Miquelon - Lorient

Les monocoques reprennent du service

Dix équipages doivent prendre, le dimanche 3 mai, le départ de la course transatlantique Lorient - Saint-Pierre-et-Miquelon et retour. Cette troisième édition de la Transat, organisée par l'hebdomadaire *le Point* et Europe 1, ne concerne plus les multicoques mais les « maxi » monocoques. A cinquante-cinq ans, Eric Tabarly, à la barre d'un sloop de 25 mètres, *Côte d'Or*, va essayer de faire oublier son échec dans le tour du monde en équipage.

LORIENT de notre envoyé spécial

Ambiance désormais classique des veilles de transit le long des quais : deux jeunes gens collent sur la coque noire d'un ketch le nom de leur commanditaire. *Pen Duick VI* devient ainsi *Challenge Gründig*. Le deux mâts dessiné par André Mauric et construit en un temps record pour prendre le départ du Tour du monde en 1973 a toujours fière allure. Ce voilier, qu'Eric Tabarly avait mené à la victoire dans la Transat anglaise en 1976, va encore tenter sa chance. Les équipiers de ce voilier ont été choisis parmi des jeunes proposés par leur club à la fédération de voile. Avec Arnaud Dhalenne pour skipper, ils vont essayer de prouver que la coque en aluminium n'est pas trop fatigante.

En fait, le nouveau règlement de cette course permet aux derniers monocoques, qui avaient dû baisser pavillon devant les multicoques, de reprendre du service. Ainsi, avec de nouveaux sponsors et de nouveaux skippers, on trouve au départ les anciens *Kriter* de Korsauson et Malinowski, ou le *Charles-Heidsieck* de Gabbay. Celui-ci estime que « les multicoques sont un peu frustrants,

car très rapides mais aussi trop fragiles ». Pourtant la technologie risque aussi de faire la différence entre les monocoques : les derniers bateaux construits en kevlar devraient laisser loin les concurrents en bois et en aluminium.

Construits il y a deux ans, *Côte d'Or* et *Marlboro* sont les plus grands et les plus toiles. Sur son bateau rouge battant pavillon belge — sponsor oblige — Eric Tabarly reconnaît que le skipper suisse, Pierre Felbermann sera son principal adversaire. Le Breton a une revanche à prendre sur celui qui, dans la dernière course autour du monde, l'avait battu au temps réel. Dernière botte secrète de l'ancien vainqueur de la Transat britannique, il a équipé *Côte d'Or* d'une grande voile en laté et l'a allégée de près de 2 tonnes. Le pont a été modifié et la quille reculée.

Cigarettes et chocolat vont ainsi rivaliser d'astuce pour remonter au vent vers Terre-Neuve. La quinzaine d'équipiers présents sur chaque navire vont courir des manœuvres de winches aux bords extérieurs pour contrebalancer le gîte. Des images et des gestes qu'on pensait ne plus revoir dans une Transat !

S. B.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de San-Marino

Nelson Piquet blessé aux essais

BOLOGNE de notre envoyé spécial

Nelson Piquet (Williams-Honda), qui venait de réussir le meilleur temps de la première séance d'essais chronométrés du Grand Prix de formule 1 de San-Marino, a été victime, le vendredi 1^{er} mai, d'une sortie de route sur le circuit d'Imola.

Le pilote brésilien, qui venait d'être enregistré à 267 km/h devant les tribunes, a perdu le contrôle de sa monoplace, sans doute à la suite d'une défaillance de ses pneumatiques dans une courbe qu'il abordait à près de 300 km/h. Partie en tête-à-queue, la Williams-Honda a violemment heurté le rail de sécurité.

Assisté transporté au centre médical du circuit d'Imola, puis à l'hôpital de Bologne, Nelson Piquet, qui souffre de traumatismes légers et d'une distension des ligaments du genou droit, devrait regagner le circuit dès samedi. Toutefois, le champion du monde 1981 et 1983 a dû renoncer au Grand Prix de San-Marino. Il espère être rétabli pour le Grand Prix de Belgique le 17 mai à Spa-Francorchamps.

G. A.

● **FOOTBALL** : Championnat de France. — Trois journées avant la fin du championnat de deuxième division, les Chamois Niortais sont assurés de monter en première division : suite au match nul Caen-Mulhouse, le vendredi 1^{er} mai (0-0), l'équipe des Deux-Sèvres, qui évoluait en troisième division en 1984-1985, ne pouvait plus être dépassée grâce à son avance de sept points au classement sur Caen.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

La cuisine

VARIÉTÉS

CINÉMA

Bertrand Tavernier tourne « la Passion Béatrice »

La cuisine en famille

Dans un château cathare, près de Perpignan, Bertrand Tavernier tourne son prochain film. Une histoire d'amour et de violence sur fond de guerre de Cent Ans. Titre provisoire : la Passion Béatrice. Sortie prévue en novembre.

« On ne pourra pas me reprocher de faire du joli ! Enfoncé dans la boue jusqu'à mi-jambes, emmitouflé dans un anorak, Bertrand Tavernier jubile mais observe, un peu anxieux, les eaux jaillantes débordant d'un torrent qui, lors des repérages, n'était que gentil ruisselle. Depuis le début du tournage, en avril, la neige, la pluie, le vent, se sont déchaînés sur ce petit coin de l'Aude où le metteur en scène et toute l'équipe technique d'Autour de minuit, se sont installés.

La Passion Béatrice est tournée en décors naturels exclusivement. Les séquences dites d'intérieur sont filmées dans un château cathare, le Palvèze, sorte de boc d'aigle perché sur un promontoire. En haut des tours, le vent souffle si fort qu'il faut s'accrocher. Dans une salle glaciale, s'entassent pêle-mêle pères, caillies entrelardées, galettes et autres mets cuisinés dans les règles de l'art médiéval, parfois par les traiteurs du cru, qui cherchent d'ailleurs sous quel nom commercialiser tel plat d'anguille mijoté pour les besoins du film. Pas de doute : avec Bertrand Tavernier, les sapes font toujours partie des réjouissances.

Ce jour-là, dans la cuisine du château, copieusement enfumée, Béatrice (Julie Delpy) surveille le festin commandé pour le retour de son père, François de Cortemar (Bernard-Pierre Donnadieu). Et, dans le pays, chacun se souvient comment, enfant, il restait des heures perché au haut du château à guetter le retour de son guerrier de père, qui, au moment de son départ, lui confiait la charge de son épouse et sa dague. Mais, quand le petit François courut au-devant de sa mère (Monique Chaumette), il la trouva avec son amant. La Passion Béatrice, c'est encore une histoire de famille, d'inceste, mais surtout l'histoire d'un homme en révolte contre le monde entier, un fou de Dieu. Quelque part entre l'Horloger de Saint-Paul et Coup de torchon.

« Film d'amour et de violence » Coïncé entre la caméra, un faisan et une assiette de farine renversée, un technicien frigorifié lance : « On serait mieux à Epinay ! ». Mais le grand air pour le moins tonifiant, la boue qui colle aux chausses confèrent aux regards une sorte de fièvre, une lueur de défi qui sied bien à ce « film d'amour et de violence » dont Tavernier dit avoir en envie, après Un dimanche à la campagne et Autour de minuit.

ODILE QUIROT.

DANSE

Marin et Lazzini à l'Opéra

Ténèbres et lumière

Des lamentations de Jérémie, orchestrées par Couperin dans Leçons de ténèbres, au plaisir de coucher avec la fille mal gardée, le nouveau programme de l'Opéra joue à fond le contraste.

Après un entracte de trois quarts d'heure on cligne des yeux pour s'habituer au plein feu de la Fille mal gardée. Il faut longtemps pour passer de Couperin à Herold. Mais le charme de ce petit conte villageois est une délice. La version de Joseph Lazzini s'écarte de l'original conçu en 1789 par Deuberval dans l'esprit moraliste de Diderot. A partir d'ajouts multiples de musiques signées Herold, Hérold, Drigo, Rossini, Delibes (orchestrées par Jean-Michel Damase), il a chorégraphié un ballet romantique en quatre tableaux (une version gaie de Giselle en quelque sorte) qui mobilise tout le ballet dans un florilège des divertissements de danse. Il n'a surtout pas négligé les pas de deux réservés au couple vedette de Lise et Colin (Florence Clerc et Jean-Yves Lormeau). Des personnages hauts en couleur (la veuve dansée par Georges Filetta - le benêt Nicaise de Jean-Pierre Franchetti), pimment une action gaillarde qui cavalcade à travers les champs de blé et les cours de ferme.

Après un entracte de trois quarts d'heure on cligne des yeux pour s'habituer au plein feu de la Fille mal gardée. Il faut longtemps pour passer de Couperin à Herold. Mais le charme de ce petit conte villageois est une délice. La version de Joseph Lazzini s'écarte de l'original conçu en 1789 par Deuberval dans l'esprit moraliste de Diderot. A partir d'ajouts multiples de musiques signées Herold, Hérold, Drigo, Rossini, Delibes (orchestrées par Jean-Michel Damase), il a chorégraphié un ballet romantique en quatre tableaux (une version gaie de Giselle en quelque sorte) qui mobilise tout le ballet dans un florilège des divertissements de danse. Il n'a surtout pas négligé les pas de deux réservés au couple vedette de Lise et Colin (Florence Clerc et Jean-Yves Lormeau). Des personnages hauts en couleur (la veuve dansée par Georges Filetta - le benêt Nicaise de Jean-Pierre Franchetti), pimment une action gaillarde qui cavalcade à travers les champs de blé et les cours de ferme.

Après un entracte de trois quarts d'heure on cligne des yeux pour s'habituer au plein feu de la Fille mal gardée. Il faut longtemps pour passer de Couperin à Herold. Mais le charme de ce petit conte villageois est une délice. La version de Joseph Lazzini s'écarte de l'original conçu en 1789 par Deuberval dans l'esprit moraliste de Diderot. A partir d'ajouts multiples de musiques signées Herold, Hérold, Drigo, Rossini, Delibes (orchestrées par Jean-Michel Damase), il a chorégraphié un ballet romantique en quatre tableaux (une version gaie de Giselle en quelque sorte) qui mobilise tout le ballet dans un florilège des divertissements de danse. Il n'a surtout pas négligé les pas de deux réservés au couple vedette de Lise et Colin (Florence Clerc et Jean-Yves Lormeau). Des personnages hauts en couleur (la veuve dansée par Georges Filetta - le benêt Nicaise de Jean-Pierre Franchetti), pimment une action gaillarde qui cavalcade à travers les champs de blé et les cours de ferme.

« Tutti » à l'Opéra-Comique
Vingt-cinq minutes de bonheur

Les six représentations de Tutti, musique d'Antoine Hérold, chorégraphie de Philippe Decouflé, se sont achevées - le mercredi 29 avril - sur un triomphe, après vingt-cinq minutes de pur enchantement, payées, il est vrai, de sentiments plus mitigés pour les trois ballets qui avaient précédé cette création mondiale. Le bouche à l'oreille avait dû fonctionner, car la salle, aux trois quarts vide à l'ouverture, s'est remplie pour Tutti.

Imaginez une scène ouverte jusqu'au mur du fond, une guitare bâtonnée à demi immergée, un bandonion pierreux pendant des cintres, un décor surréaliste dans une lumière de comédie musicale. Arrivent des formes carres, rondes, feuilletées et marchantes. En émergent des personnages sortis de Lewis Carroll (les illustrations originales de sir John Tenniel), de Jérôme Bosch, d'Ubu Roi, de Chagall, de Picasso, de bandes dessinées plus ou moins identifiées. Une cour des miracles post-moderne, gale, tournoyante, où des êtres humains sont en train de se transformer en instruments de musique et vice versa. Pour le plaisir et sur un rythme sans temps morts ni tempêtes. Tempo de swing léger pour la première phase, tempo de pop-rock latin pour la seconde. L'aisance rythmique et l'assurance sonore de l'ONJ 1987 font ici merveille sur des compositions aussi évidentes, virtuoses et dédoublées que la chorégraphie. L'enchantement vient de là : de cette impression de jeunesse que donne le spectacle, de cette alliance surprenante du perfectionnisme et de la désinvolture. Cela s'appelle le talent.

Tutti est une commande d'Etat. Qu'elle ait produit un spectacle beau, amusant, populaire et exportable, c'est sans doute cela la grande première.

MICHEL CONTAT.

VARIÉTÉS

Huit concerts au Zénith

La biguine à Kassav



Le groupe Kassav au Festival de Bourges

PHOTO P. VICTOR/ENQUERAND

La vague antillaise continue à tout submerger. Après le Printemps de Bourges, le groupe Kassav transforme le Zénith en une immense kermesse musicale.

Mêlant la tradition d'origine africaine et d'origine coloniale, imprégnée de malice populaire, la musique des Antilles françaises est jouée en plein air avec le plus grand enlacement dans les kermesses et dans les bals par des orchestres de dix à quinze musiciens, qui travaillent d'abord sur la sonorité des cuivres et des percussions. Comme va voisine haïtienne, elle n'est pas seulement une musique de danse : par sa manière libre de prendre la vie, par le sens du rythme, par son héritage afro-latin, elle est une des voix originales qui se font entendre en Europe ces dernières années.

La longueur des morceaux - plus de huit minutes la plupart du temps - l'absence de synthèse abstrait, le manque de rigueur dans l'orchestration ont longtemps cantonné cette musique dans son rôle de musique de fête. Mais le groupe Kassav a été conçu progressivement avec juste pour objectif une synthèse de biguine, de zouk (la percussion antillaise) et de funk, c'est-à-dire une musique élaborée susceptible d'être mieux reçue, mieux comprise par des oreilles non caribéennes.

Le premier album de Kassav (Love and Kôdane) paraît en janvier 1988. Au fil des productions, le groupe intègre de nouveaux éléments, de bons musiciens aux couleurs souvent jazzy dans les chorégraphies, un trio de chanteurs, deux superbes

danceuses, et s'enrichit de synthétiseurs. Kassav constitue bientôt une solide machine à rythme capable d'offrir un spectacle haut en couleur et de faire danser de vastes auditoires. La première vraie rencontre avec le public aura lieu en mai 1984. Depuis, le groupe a connu une étonnante ascension : aux Antilles, bien sûr, mais aussi en Afrique, en France, en Europe et sur la côte est des Etats-Unis, là où résident des centaines de milliers de Haïtiens venus par vagues successives depuis le début des années 60.

A Paris pour huit concerts, Kassav transforme chaque soir le Zénith en un immense bal populaire qui s'achève à regret vers une heure du matin. Parfois, comme deux titres aux structures simples, le groupe propose un thème plus sophistiqué : comme pour prouver qu'il n'est pas qu'un orchestre de danse et que musicalement aussi il faudra peut-être compter sur lui dans les prochaines années.

CLAUDE FLÉOUTER
* Au Zénith jusqu'au 9 mai, 20 h 30.

MUSIQUE

Au Printemps des arts de Monte-Carlo

Gluck inconnu

ensemble audial des trois demoiselles en jupon.

Les deux contraltos s'appellent Eva Maria Tesson et Christina Högman ; le succulent ténor, Peter Galliard ; la soprano est française, c'est Sophie Boulin. L'enchantement du décor et de la mise en

« Hallali Romée », d'Angelina Preljocaj
L'écriture des convergences

Après l'héroïsme, Angelina Preljocaj traite du sacré et de la vie de Jeanne d'Arc. Son regard demeure extérieur, mais la dévotion fait place à la tendresse.

Enfant de Champigny, c'est au Centre culturel de Champigny qu'Angelina Preljocaj présente sa création - très attendue - une commande du Festival du Val-de-Marne, coproduite par le Théâtre de la Ville et le Festival d'Avignon.

Hallali Romée est un portrait ébloui de Jeanne d'Arc, un portrait en creux, car à aucun moment Jeanne ne s'incarne vraiment dans un personnage. Sept visages, sept corps de femmes se relaient, se mêlent, pour établir ce que le chorégraphe appelle un « moment blanc », sorte de vide intérieur laissant affluer une symbolique venue du fond des temps. Angelina Preljocaj travaille sur la forme, il accumule les références, les attitudes qu'il puise à l'inspiration des notions de Jeanne d'Arc sainte, pucelle, guerrière. Il

parvient à esquisser un portrait-robot, et parfois laisse deviner l'essence du personnage.

Dans son précédent ballet, A nos héros, la gestuelle était sèche, aride comme un monument de granit. Ici les enchevêtrements sont plus complexes, avec des attaques insolites, des décharges d'énergie inattendues, et même quelques développements qui tournent à l'adage. Certains gestes vécus, prodigés par rafales, des bruits de mains qui frappent les corps, rappellent la violence rentrée d'Anne Teresa de Keersmaecker.

Le spectacle est fortement théâtral. Dans la salle émerge comme un grand bûcher l'estrode où officie l'ensemble électroacoustique 2e 2m qui fournit à Hallali Romée une musique vivante, irisée comme des vitraux de cathédrale, avec des fragments héroïques, lyriques, grotesques, c'est selon. Les arches romanes rompent de Amick Goucelles, les rai lumineux de Jacques Châtellet accentuent le caractère moyenâgeux de l'environnement scénique.

C'est aussi du Moyen Age que s'inspire Preljocaj avec des attitudes cultuelles, des gestes anguleux, déséquilibrés, un peu rustres, des sourires ineffables... toute une imagerie sainte et naïve. La chorégraphie, organisée comme une polyphonie, ménage une progression dramatique jusqu'à la transfiguration finale. Comme toujours chez Preljocaj, tout reste extrêmement contenu, austère. Mais ce parti réclamerait une interprétation plus maîtrisée, plus nette, qu'on trouvera sûrement en Avignon.

MARCELLE MICHEL.

Promotion des jeunes danseurs de l'Opéra

Rudolf Noureev a choisi de présenter quelques-uns des jeunes talents qui piaffent dans les rangs du ballet de l'Opéra.

Dix d'entre eux, N. Aubin, F. Cerutti, D. Moussin, N. Quenest, N. Rique, G. Testut, C. de la Barre, E. Camillo, L. Novis, R. Wilk, sont programmés au théâtre de Châtelet, les 29, 30 avril et 2 mai, à 18 h 30, dans des extraits de Balanchine, Petipa, Bournoisville.

Ils sont quatre en plus à être distribués dans les rôles titrés de la Fille mal gardée : Eric Camillo et Elisabeth Maurin le 2 mai à 14 h 30, Gérard Claudin et Fabienne Cerutti le 5 mai à 19 h 30.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PARRAINAGE
L'Association médicale franco-paléstinienne propose le parrainage d'enfants au Liban et en Cisjordanie.
Ecrire : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, ou téléphoner : (1) 45-30-12-08 mardi après 19 heures ou mercredi matin.

Le Monde sur minitel
MESSAGES
Procès Barbie : vos réactions
36.15 TAPEZ LEMONDE puis EXC

Monde sur minitel
LE PORTEFEUILLE PERSONNEL
TAPEZ LEMONDE

[illegible]

Entrées libres.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Réunion

Boutique réalisée par la rédaction du Monde des planticulteurs.
24, rue Chancellerie, 75009 Paris.
Tél.: (1) 42-47-99-08.

150

Le Monde REGIONS

AQUITAINE

« Dites 33 »

Le conseil général de la Gironde propose « aux Girondins de redécouvrir la Gironde et l'identité girondine » à travers un concours qui se déroule jusqu'au 16 mai 1987. Baptisé « Dites 33 », au chiffre du département, ce concours, relayé par la presse locale, comporte des questions d'histoire, de tourisme, d'économie et de géographie. Il constitue la première étape de « L'année Gironde » pendant laquelle les Girondins doivent prendre conscience des richesses et des atouts de leur département.

ILE-DE-FRANCE

Cambrioleurs chez eux

L'Essonne, l'Oise, la Seine-et-Marne, le Val-d'Oise et les Yvelines figurent depuis quelques années parmi les vingt départements les plus « visités » des cambrioleurs.

Dans ces départements proches de la capitale, note le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), plus de vingt résidences secondaires sur mille, en moyenne, sont cambriolées chaque année. (La fréquence n'atteint pas dix pour mille sur l'ensemble du pays.)

Les autres départements particulièrement touchés sont le Haut-Rhin (seize résidences secondaires sur mille selon les dernières statistiques), le Territoire de Belfort (seize pour mille), la Moselle (quinze pour mille). Ce bilan s'explique par la proximité de la frontière : les malfaiteurs ont moins de difficultés pour « exporter » rapidement leur butin vers le Benelux ou l'Allemagne.

La maison de Jean Monnet

Le Parlement européen a acheté récemment la maison de Jean Monnet à Bezannes, dans les Yvelines. Le conseil régional d'Ile-de-France va participer à sa restauration pour une somme de 90 000 F, sur un montant de 190 000 F de travaux. Cette opération fait partie du programme de restauration et de mise en valeur de demeures d'hommes célèbres du département des Yvelines.

Cette maison doit servir de cadre à une exposition permanente de

documents historiques et d'archives audiovisuelles retraçant toutes les étapes de la création de l'Europe.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les Montpelliérains jugent leur ville

Montpellier est presque unanimement reconnue par ses habitants

LE PROJET D'AUTOROUTE A 14

Coup de hache dans la forêt de Saint-Germain

La forêt de Saint-Germain, qui reste le plus important massif boisé de la petite ceinture parisienne, va-t-elle encore être rognée par les aménageurs ? Après la maison de la Légion d'honneur, le camp militaire des Loges et le golf de Saint-Germain, qui ont passablement « mité » la moitié sud du massif, voilà que resurgit le projet d'autoroute A 14, entre Orgeval et Neuilly-sur-Seine, destiné à décongestionner l'autoroute de l'Ouest (A 13).

La menace n'est pas nouvelle, certes, puisque le projet A 14 a été déclaré d'utilité publique en 1967, inscrit au plan d'occupation des sols de Saint-Germain-en-Laye en 1980 et confirmé à tous les examens du schéma directeur. Le tunnel d'accès à l'A 14 a même été ouvert sous la Défense en 1984. Mais, avec le plan de relance gouvernemental pour les grands travaux autoroutiers et les déclarations toutes récentes de Michel Giraud, président du conseil régional, la menace se précise. L'Etat et la région ont bien l'intention de lancer ce chantier le plus tôt possible, avec un financement privé qui transformera une autoroute de dégellement en voie à péage.

Nul ne conteste, parmi les élus, la nécessité de cette autoroute. Pas même Michel Péricard, député (RPR) et maire de Saint-Germain-en-Laye, qui avait pourtant pris la tête de l'opposition, dès 1974, contre le tracé à travers la forêt domaniale. Mais il s'inquiète aujourd'hui d'un « dossier verrouillé », qui ne permet pas « un mieux-être environnemental » de la part des promoteurs. Il a même quitté avec colère, le 18 mars dernier, une réunion à la sous-préfecture en réaffirmant

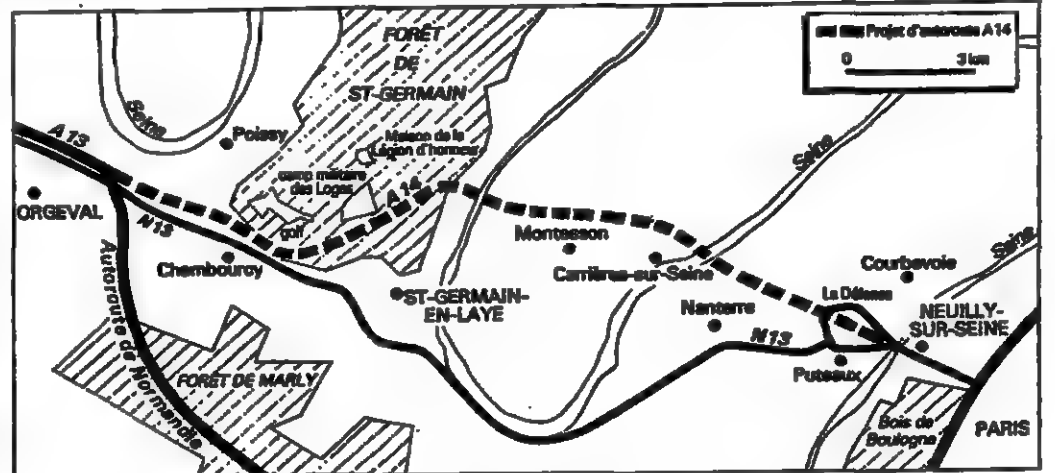
son « opposition irréductible » au projet qui lui était présenté.

A l'Office national des forêts, qui assure la gestion de la forêt domaniale, on se passerait bien de cette nouvelle entaille dans un massif déjà surfréquenté et, de ce fait, difficile à exploiter selon les bonnes règles forestières. Mais on se garde bien de contester des décisions qui échappent à son appréciation. Tout ce que l'ONF a

Autre compensation : une ancienne carrière qui avait servi de dépôt d'ordures, dans le nord du massif, sera réaménagée et reboisée. Mais les aménageurs ont refusé toute compensation territoriale, estimant que le surcoût de la tranchée couverte et le reboisement de la carrière valent le défrichement de 18 hectares.

Les huit associations qui se sont mobilisées contre le projet ne

condition qu'elle soit entièrement en tunnel, comme il est prévu devant la terrasse du château de Saint-Germain. « Puisque l'on veut faire payer les utilisateurs de l'A 14, disent-ils, on peut faire un sacrifice financier pour sauver le plus beau massif de la couronne ! » Solution actuellement écartée par la direction de l'équipement, qui craint de voir « caler » les candidats à la



pu obtenir, jusqu'à présent, c'est que l'essentiel des 4 500 m de traversée soit en tranchée couverte, avec des dalles de béton de 400 m de long qui permettent de conserver une « continuité forestière » — ou du moins un semblant de continuité. Il est en effet prévu que des dalles seront recouvertes de 1,50 m de terre, dont 50 cm de terre végétale, où l'on replantera des arbres (le comme dans la traversée du Bois-Robert à Saint-Cyr-l'Ecole)...

Entendent pas du tout de cette oreille. « Nous sommes contre le principe de l'autoroute », explique par exemple Marie-Laure Varier, présidente de la très active association des Amis de la forêt de Saint-Germain et de Marly. Les besoins en fluidité, aujourd'hui, sont surtout de banlieue à banlieue. Et chacun sait que toute nouvelle autoroute en milieu urbain est aussitôt saturée. De toute façon, le pont de Neuilly l'est déjà !

D'autres accepteraient à la rigueur une autoroute en forêt, à

concession devant l'ampleur des travaux...

Une chose semble acquise aujourd'hui : l'autoroute A 14 traversera la forêt en tranchée couverte. Les travaux devraient commencer dès 1988. La forêt domaniale de Saint-Germain sera encore sacrifiée au confort des automobilistes parisiens. Et ils viendront se plaindre, après, des décibels et des gaz d'échappement qui empoisonnent leurs promenades du week-end !

ROGER CANIS.

Parmi les images ou représentations associées à la ville, l'Université arrive en tête et l'industrie en dernier. Le terme de « technopole » apparaît pour la première fois.

Parmi les travaux et réalisations, le nouveau quartier d'Antigone est en tête pour la notoriété et le salon d'Euroméditerranée pour les manifestations, juste avant les festivals de musique et de danse. Une ombre : 53,8 % des Montpelliérains

disent éprouver un sentiment d'insécurité.

L'échantillon tient compte des recensements de l'INSEE qui indiquent notamment que la population féminine est prépondérante (54,6 %), que la tranche d'âge la plus importante se situe entre vingt-cinq et trente-quatre ans (24,1 %) et que le groupe cadres supérieurs, professions intermédiaires et employés représente 44,7 % de la population.

disent éprouver un sentiment d'insécurité.

L'échantillon tient compte des recensements de l'INSEE qui indiquent notamment que la population féminine est prépondérante (54,6 %), que la tranche d'âge la plus importante se situe entre vingt-cinq et trente-quatre ans (24,1 %) et que le groupe cadres supérieurs, professions intermédiaires et employés représente 44,7 % de la population.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Etudiants en carte

Mille étudiants de l'université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois vont bientôt recevoir une carte d'étudiant à puce. Cette carte à mémoire leur servira pendant cinq ans de dossier portable dans toutes leurs relations avec l'université : inscription en faculté, inscriptions aux cours, comptabilisation des unités de valeurs, travaux pratiques, etc.

Cette carte a été élaborée par l'Urbis 2000 en étroite liaison avec le ministère de l'Éducation nationale et le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

RHÔNE-ALPES

La Savoie verte

La Savoie prépare le grand nettoyage de ses vallées et des pentes qui les surplombent, dans la perspective des Jeux olympiques d'Albertville de 1992. « Nous allons nous donner une image aussi verte que blanche », affirme Michel Darnier, président du conseil général, qui a signé récemment avec le ministre de l'environnement, Alain Carignon, maire de Grenoble, un protocole « pour la valorisation du paysage savoyard ».

Le développement successif de l'industrie électrochimique et électrometallurgique dans les vallées alpines au cours de la première moitié du vingtième siècle, mais aussi certaines réalisations touristiques en montagne conçues pendant la décennie 1970, ont souvent profondément meurtri le paysage savoyard. La perspective des JO de 1992 et les lourds investissements qui les précéderont risquent une nouvelle fois de porter atteinte à l'environnement.

L'Etat et le département coordonneront leurs efforts afin de préserver les sites encore sauvages et naturels mais aussi pour réhabiliter ceux qui ont souffert du développement économique lié à l'industrie et au tourisme. « Les Jeux constituent une opportunité à saisir pour montrer qu'une telle politique [la protection de l'espace] est possible et qu'elle peut accompagner la volonté de tout un département de se moderniser et de se transformer », prétendent les élus savoyards.

La visite aux Etats-Unis Le Congrès américain sur les intentions

Ranquet de l'Agence d'assistance japonaise... Le Congrès américain sur les intentions... Ranquet de l'Agence d'assistance japonaise... Le Congrès américain sur les intentions...

Au Japon

Le barre des 100 milliards de dollars Précédent commercial est franchi

Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis... Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis...

Le Japon

Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis... Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis...

Le Japon

Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis... Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis...

Le Japon

Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis... Le Japon a franchi le seuil des 100 milliards de dollars de commerce avec les Etats-Unis...

LES ÉLUS A LA RECHERCHE DES EMPLOIS NOUVEAUX

Technologie, leur grand souci

LORSQU'UNE région entend développer une industrie de haute technologie, il lui est difficile de sortir des sentiers battus. Deux grands secteurs, considérés comme les activités d'avenir, mobilisent l'essentiel de son énergie : l'informatique (avec tous les autres « tiques » s'y rattachant) et les biotechnologies. Un récent colloque, organisé dans le cadre de Bioexpo 87 (1), tentait de faire le point sur ces « stratégies régionales en biotechnologies ».

Comment s'y lancer, avec quels moyens et à quel prix ? C'est la première question qui, selon Jean-Claude Titrel, de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), préoccupe les décideurs régionaux. « Les réelles possibilités de développement passent par la recherche de base, répond-il. Il faut une structure forte, appuyée sur des universités et des grandes écoles, des synergies sur les programmes de recherche, des équipements sophistiqués et coûteux. » Ne répondent à ces critères sévères que les grandes villes universitaires. Mais les autres auraient tort de désespérer !

Pour Jean-Claude Titrel, il y a toujours possibilité de mettre en valeur les ressources existantes, regrouper les petites entreprises ayant un potentiel de recherche et développement dynamique, faire appel aux équipes de chercheurs « étrangers » à la région. Témoins les stations de l'INRA spécialisées en génétique, qui, sans pôle de recherche fondamentale à proximité, utilisent depuis longtemps les biotechnologies, fussent-

elles implantées à Landemau ou à Aurillac !

Les entreprises : plus encore que les régions — ou plutôt parce que le développement des unités apparaît de plus en plus lié aux performances des autres — ce sont elles qui semblent aujourd'hui devenir le centre de préoccupation de nombreux chercheurs ; et surtout de ceux qui ont à charge d'organiser les indispensables transferts de technologies par le biais des CRITT, les Centres de recherche, d'innovation et de transferts de technologies, créés en 1982, dont une vingtaine sur cent sont consacrés aux biotechnologies. « Notre première tâche a été d'aller visiter les entreprises pour savoir ce dont elles avaient besoin. C'est la condition indispensable à une collaboration Université-entreprises », affirme Gilbert Blanchard, conseiller technologique au CRITT biotechnologies et chimie fine en Bretagne, implanté à Rennes.

Plutôt que de concourir à la création de grandes entreprises de biotechnologies, le but du CRITT est au contraire d'introduire les biotechnologies dans les processus de fabrication d'une multitude de PME des secteurs agricole et agro-alimentaire, pour éviter qu'elles ne soient rapidement dépassées, incapables de réduire leurs coûts de production. Sur les 3 000 PME bretonnes, estime Gilbert Blanchard, 800 sont susceptibles d'utiliser les biotechnologies. En 1986, 15 centres de recherche ont ainsi entamé une quarantaine d'interventions, dont six ont d'ores et déjà positivement abouti.

Une même volonté de servir les entreprises a présidé à la création du Centre de valorisation des glucides et produits naturels de Picardie, qui a mobilisé la profession grâce à un système d'adhésions, autour de la recherche sur les sucro-dérivés, et l'adaptation de l'agriculture à la demande industrielle, en intervenant tant sur la gestion des sols que sur la diversification par implantation de variétés de soja adaptées au nord de la France. Le Centre de transfert de microbiologie et biotechnologie de la région Midi-Pyrénées utilise aussi les ressources locales en se penchant sur la mise au point du pétillant de raisin à Galliac ou, dans son centre d'Auch, sur la valorisation des carcasses de palmipèdes gras ! Plus modestes, peut-être, mais tout aussi importants, selon François Bouvier, délégué régional à la recherche et à la technologie : « Il ne s'agit pas de ne penser qu'à Toulouse et de construire une cathédrale dans le désert. »

Chers garages

Contribuer aux retombées socio-économiques de la recherche était depuis plusieurs années la volonté d'une équipe de l'université de Limoges animée par le professeur Julien. Volonté qui devait rapidement rencontrer celle du conseil régional pour créer Bioluminosis. « Nous pensions, contrairement à ce qui se disait, qu'il était possible de créer une dynamique de recherche et de transfert en filières dans le domaine des biotechnologies », explique le professeur Julien. Une

filère basée elle aussi sur la valorisation d'une « ressource » régionale : le sang de bœuf. Pari gagné, puisque Bioluminosis a généré une entreprise, SILAB, qui a commercialisé un produit issu du crachage du sang, permettant de traiter les diarrhées des jeunes bovins en empêchant la fixation des bactéries. Le changement de mentalité, chez les chercheurs, est manifeste. Témoin, cette volonté de participer à la création d'entreprises — voire à en créer eux-mêmes — issues directement de la recherche fondamentale. A Nancy, par exemple, ce ne sont pas moins de six sociétés qui ont été générées par ou avec l'université.

Reste le délicat problème du financement. « Il paraît que, en Californie, on commence dans un garage, mais, en biotechnologie, le garage coûte 500 000 F par chercheur », ironise Yves Roucaud, directeur général de Transia, une entreprise lyonnaise indépendante qui a réussi le tour de force de constituer un capital de 30 millions de francs avec la participation de banquiers et d'industriels. Mais après deux ans de tour de table financier et, il est vrai, 15 millions d'aide publique.

De tels dossiers financiers se traitent évidemment à l'échelle nationale, et Yves Roucaud reconnaît que Transia aurait pu s'installer n'importe où. Il n'en va pas de même pour Bioluminosis, marqué par une volonté de développement local, largement financé par le conseil régional et par l'Etat, via un contrat de plan. « La région verrait

évidemment d'un très mauvais œil que nous allions nous installer ailleurs », observe le professeur Julien. Pour de telles entreprises, à vocation régionale, le problème est donc de décider les financiers à investir sur place, même si les conditions d'environnement ne semblent pas, a priori, les meilleures.

L'important ce sont les hommes

Pour Jean-Philippe Malet, responsable de Finovetia, une société de financement de l'innovation récemment créée, la contradiction peut être tout à fait réelle entre l'approche sectorielle et l'approche locale : si l'on n'y prend garde, la concentration des biotechnologies autour de quelques grands pôles peut participer à la désertification des autres régions. « Il faut répondre aux régions : équipez-vous, y compris en structures financières et en capital-risque, afin de créer et pérenniser vos entreprises de haute technologie. » Même si de telles structures ne mettent pas à peu en place, le redéploiement financier, notamment dans le privé, reste largement à faire.

Petites ou grosses, nationales ou régionales, les entreprises qui se lancent dans les biotechnologies peuvent difficilement se passer de l'Etat. Avec ses aides à l'innovation remboursables et en cas de succès, l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) a injecté 260 millions de francs, en 1986, dans les biotech-

nologies pour 23 projets, 36 millions étant distribués par Paris pour les projets lourds, les autres, jusqu'à concurrence de 3 millions de francs, étant directement traités par les délégations régionales.

L'essentiel, dira pourtant un banquier, ce n'est pas l'argent, ce sont les hommes : une équipe scientifique et technique du plus haut niveau, des gestionnaires et des commerciaux capables de mettre au point une stratégie cohérente... Et l'argent suivra ! Encore faudrait-il, comme aux Etats-Unis, que les seuls norms, les compétences et les idées des créateurs puissent valoir autant, dans l'affaire, que l'argent des banquiers. « J'aimerais pouvoir dire, affirme Jean-Philippe Malet : vous valez 500 000 F, j'en mets autant et j'ai 49 % des parts. Car c'est l'incorporel qui crée les richesses. Malheureusement, on ne comptabilise pas encore le vent ! »

BERNARD MONTEILH
(Zetig).

(1) La deuxième édition de Bioexpo. Salons des biotechnologies appliquées à la recherche, à l'industrie et à l'agriculture, organisé par l'Association pour le développement de l'Institut Pasteur, le groupe Bioforum et SEPT, s'est tenu au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, du 24 au 28 mars.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger Bérénice, Claude Franchillon, Ginette de Matha.
Coordination : Jacques-François Simon.

Economie

REPÈRES

Assurance-maladie
Déclatation limitée
des dépenses

Fin mars, les dépenses d'assurance-maladie du régime général avaient progressé de 9 % en rythme annuel, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie, contre 9,2 % en février. Mais cette très légère déclatation résulte des répercussions statistiques du report de la dotation des hôpitaux publics (qui représente 40 % des dépenses) de 1986 sur l'année 1986. Ainsi les versements aux hôpitaux publics n'ont progressé que de 10,1 % fin mars contre 11,7 % fin février; en revanche, ceux aux établissements privés ont progressé, passant de 6,3 % à 8,1 % en rythme annuel.

Du côté de la médecine ambulatoire, seules les visites marquent une déclatation: leur nombre a diminué de 1,1 % à fin mars. La progression des consultations reste faible (+ 7,8 % contre + 7,2 % fin février) mais celle des actes techniques ou chirurgicaux, pratiqués essentiellement par les spécialistes, demeure soutenue (+ 11,3 % fin mars contre + 9,7 % fin février) comme pour les actes de radiologie (+ 8,3 % contre + 6,9 %). La croissance des honoraires dentaires passe de 8,9 % à 7,9 %. De même, pour les prescriptions, seuls les remboursements de médicaments connaissent une déclatation (+ 9,2 % contre + 9,4 % fin février) due au remboursement à 40 % de tous les médicaments à vignette bleue, qui a fait économiser 240 millions de francs depuis février; les actes d'analyses médicales progressent de 14,6 % contre 14,1 %, les analyses biologiques de 11,7 % contre 10,4 %.

Prix

+ 0,3 % en mars
dans la CEE

Les prix à la consommation dans la Communauté européenne ont augmenté de 0,3 % en mars par rapport à février et de 3,1 % en un an, selon l'Office statistique de la CEE (Eurostat). Sur un an, les prix ont diminué en Allemagne (- 0,2 %) et aux Pays-Bas (- 0,7 %), ils ont en revanche augmenté de 3,4 % en France, de 4 % en Grande-Bretagne, de 4,2 % en Italie et de 6,2 % en Espagne.

Trafic aérien

Près d'un milliard
de passagers en 1986

Les compagnies aériennes des 157 États membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ont transporté 950 millions de passagers et 14,7 millions de tonnes de fret en 1986, soit une augmentation de 6 % et de 7,2 %, respectivement, par rapport à 1985, indique le rapport annuel du conseil de l'OACI publié le vendredi 1^{er} mai à

Montréal. Le nombre d'accidents mortels a baissé de 22 à 16 de 1985 (année record) à 1986, et le nombre de passagers tués de 1 068 à 330. L'OACI explique ce progrès de la sécurité par « l'amélioration du contrôle de la circulation aérienne grâce à la mise en service d'équipements radar modernisés et à l'automatisation ». Les compagnies américaines ont réalisé à elles seules 37 % du trafic régulier international et intérieur de passagers, de fret et de poste. L'URSS arrive en deuxième position avec 12 %.

Etats-Unis

Hausse de 0,4 %
de l'indicateur composite

L'indicateur composite, censé préfigurer la conjoncture des mois à venir aux États-Unis, a augmenté de 0,4 % en mars, un rythme identique à celui de février, annonce le département du commerce, le mercredi 29 avril. La forte hausse de Wall Street le mois dernier a largement contribué à cette progression. Dans un autre rapport, le département du commerce indique un virage positif de 3,6 %, en mars également, des constructions de nouveaux logements.

RFA

Fort excédent
de la balance commerciale
au premier trimestre

L'Allemagne fédérale a enregistré un excédent commercial de 10,2 milliards de deutschemarks (33,6 milliards de francs) en mars, en hausse de 20 % par rapport à mars 1986, mais en recul de 2 % par rapport à février, annonce l'Office fédéral des statistiques. Pour l'ensemble du premier trimestre 1987, le solde positif de la balance commerciale totale s'élève à 27,8 milliards de deutschemarks (91,75 milliards de francs). L'Office des statistiques précise que la baisse, en valeur, de 2,3 % des exportations par rapport au dernier trimestre 1986 masque une hausse en volume de 1 %.

Grande-Bretagne

Excédent de la balance
des paiements en mars

La balance des paiements courants de Grande-Bretagne a été excédentaire de 175 millions de livres (1 livre vaut environ 10 francs) en mars et la balance commerciale déficitaire de 428 millions de livres. Après un excédent exceptionnel en février le déficit de la balance commerciale a été inférieur de moitié aux prévisions des analystes. Les exportations ont diminué en mars (8 397 millions de livres) mais restent en progression par rapport à mars 1986. Les importations ont baissé: 6 822 millions de livres contre 7 157 millions de livres le mois précédent.

Dans treize départements du Sud-Ouest

L'arrêt d'une société d'équarrissage
provoque des risques d'épidémie

Depuis le 14 avril, 30 tonnes d'animaux morts pourrissent dans les locaux des Fondoirs réunis du Sud-Ouest à Graulhet. Cette société d'équarrissage, dont le siège social est à Muret, a déposé son bilan depuis cette date, les cent cinquante salariés ont cessé le travail, et les services sanitaires des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, ainsi que du département de l'Aude, s'inquiètent: la multiplication des cadavres d'animaux non ramassés peut provoquer une flambée de maladies contagieuses et la pollution des cours d'eau.

Le mardi 28 avril, à l'issue d'un comité interministériel, l'Hôtel Matignon a indiqué que l'État était disposé à accorder une aide financière à la société FERRO.

L'administrateur judiciaire de la FERRO avait estimé les besoins de trésorerie à 6,5 millions de francs pour les six prochains mois. Selon la

préfecture de la région Midi-Pyrénées, l'État est prêt à apporter 850 000 francs, soit la moitié de la trésorerie nécessaire pour une reprise d'activité jusqu'à la fin mai. Les conseils généraux des treize départements concernés devraient apporter le reste de la somme. Dans la nuit du 19 avril, des salariés de la FERRO ont déversé plusieurs tonnes de déchets d'animaux dans les rues de Bordeaux. A Millau et à Villeneuve-du-Rouergue, ce sont des agriculteurs qui ont abandonné des cadavres d'animaux devant la sous-préfecture.

Le président des groupements de défense sanitaire des animaux de la Haute-Garonne, M. Eugène Boyer, a déclaré: « Les carcasses peuvent transmettre des maladies graves par l'intermédiaire des animaux errants, des vers ou des mouches, aux autres bêtes et à l'homme. La brucellose des bovins peut ainsi provoquer la fièvre de la vache, la leishmaniose, et le charbon, qui peut tuer un mouton en deux heures, est également transmissible à l'homme ».

Dans les campagnes, les cadavres d'animaux sont laissés sous la responsabilité des agriculteurs et des maires. Celles-ci ont été invitées par les préfets à trouver un terrain communal clôturable pour y enfouir les animaux morts, avant de les recueillir de chaux vive. Mais cette solution ne peut être que momentanée. Le bilan de l'arrêt de la FERRO pour 1986 montre l'ampleur du problème posé: elle a collecté plus de 120 000 animaux morts, dont 23 000 pour le seul département de l'Aveyron, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de tonnes de déchets d'abattoirs.

● M. Lemaire-Crouzet, président de l'ARDIC, l'Association pour résoudre les différends Industrie-commerce (ARDIC), née des travaux de la commission industrielle-commerce-consommation du CNPF, s'est donné pour président M. Lemaire-Crouzet, président du Syndicat national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés, et pour vice-président M. Philippe de Lignères, directeur général des ventes de la Française de soins et de parfums (groupe Unilever). Le conseil d'administration de l'ARDIC est composé de cinq producteurs et de cinq distributeurs, et la liste des experts chargés de la conciliation et des arbitrages compte vingt-quatre distributeurs et dix-neuf industriels.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 au 30 avril

Orageuse

UNE nouvelle fois écourtée à quatre séances, en raison du chômage du 1^{er} mai, la semaine boursière, commencée par une douche froide, s'est terminée dans une chaleur orageuse. Lundi, la cote cédait en effet 1,25 %, dans un marché transi, déstabilisé par les secousses monétaires, qui entraînaient le dollar sur la barre psychologique des 6 F. Obédés par les changes et par la guerre commerciale sino-américaine, les investisseurs américains ont souvent imprévisibles de Wall Street, les opérateurs affichaient un vague à l'âme qui se reflétait sur les cours.

L'accalmie intervenant ensuite sur le front monétaire, grâce aux interventions des banques centrales et aux déclarations apaisantes des officiels américains, le marché s'est réchauffé. L'après-midi, la cote a rebondi, mais elle a été marquée par deux séances de hausse, rattrapant une partie du retard initial pris le premier jour. Le score hebdomadaire était ainsi légèrement négatif (- 0,7 %) dans un marché actif, résilient, mais encore haussier par des craintes de recrudescence.

Cherchant de bonnes raisons de se rassurer, les boursiers ont, ont facilement trouvé dans la conjoncture économique et financière française. Les prix n'ont progressé en mars que de 0,1 %, confirmant le net ralentissement de l'inflation. L'accélération du programme de privatisation annonce une animation accrue du marché pour les semaines et les mois à venir. Mais c'est surtout la publication en série de résultats très encourageants pour la plupart des sociétés cotées qui a donné aux opérateurs quelques raisons recevables d'espérer.

Le bénéfice consolidé de L'Oréal (Lancôme, Vichy, Flon) a ainsi progressé de 20 % en 1986, pour s'établir à 930 millions de francs. Une performance qui doit permettre la distribution d'un dividende de 33 F par action (+ 10 % par rapport à 1985). Si l'on ajoute la distribution d'une action gratuite ou d'un certificat d'investissement (CI) pour respectivement cinq actions ou cinq CI, la progression du dividende d'une année sur l'autre est de 35 %. Sommer-Albert a montré à son tour en 1986, la solidité de sa situation financière en doublant son résultat net consolidé (à 212 millions de francs). Un dividende de 19 F contre 15 F en 1985 sera servi aux actionnaires. Dans ce domaine, c'est Peugeot SA qui a le plus étonné les boursiers en indiquant qu'elle distribuerait de nouveaux dividendes pour la première fois depuis 1981. La société, qui a déposé, l'an passé, une balance net de 668 millions de francs (contre 165 millions de francs en 1985) va par ailleurs procéder à une opération financière destinée à accélérer le renforcement des fonds propres. Le montant, la date et les modalités de cette augmentation de capital n'ont cependant pas été précisés.

Toujours au chapitre des bonnes nouvelles d'entreprises, les boursiers ont noté la progression de 27,6 % du bénéfice de Sagem en 1986. Champagne Piper-Heidsieck et Docks de France affaiblissent, pour leur part, des résultats en hausse de 48 % et 16 %. Dans cette cohorte, figuraient encore la société des Ciments français (progression

de 46 % du résultat) et le groupe Nouvelles Galeries (bénéfice net consolidé en hausse de 88,2 %). Les rares ombres au tableau sont venues de GTM-Entrepose (73,4 millions de pertes en 1986) et de Vallourec (402 millions de francs de déficit), dont GTM-Entrepose est une filiale à 43 %.

Du côté des privatisables et des privatisés, les opérateurs ont accueilli comme étant de bon augure le succès rencontré à l'étranger par la CCF, dont la vente au public a commencé le 26 avril. Son directeur général, M. Michel Pébereau, a annoncé à Genève que la demande était dix fois supérieure à l'offre. Sur les quelque 41 millions de titres mis en vente au prix de 107 F, 17 % ont été réservés aux investisseurs étrangers.

Paribas, qui a réuni plus d'un millier de ses actionnaires au Palais des congrès de la porte Maillot, a en son premier contact de masse avec les petits porteurs. Le président, M. François Poncet, a expliqué que, « pour le moment », il ne seraient pas représentés au conseil d'administration, estimant que les pouvoirs publics devraient sans doute donner leur avis sur cette question. Cela n'a pas empêché les actionnaires de voter la liste des trente résolutions. L'une d'elles fixe à 1,5 million de francs le montant des jetons de présence alloués chaque année au conseil d'administration et aux conseillers (à la fois plus que les sommes distribuées pour le même usage dans les entreprises nationales). Paribas a enfin indiqué qu'il pratiquerait une distribution régulière d'actions gratuites et maintiendrait un dividende constant.

Dans un marché quelque peu déserté à la veille d'un long week-end, les boursiers présents sous les lambris ont pu discuter à loisir sur les propositions de la Commission européenne en matière de débits d'intérêt. La réalisation d'un grand marché de capitaux à l'échelle de la Communauté à partir de 1992 passe, aux yeux de Bruxelles, par l'interdiction de ces pratiques (exploitation d'informations confidentielles par un petit nombre de privilégiés). L'interdiction, observe la Commission, détruit l'égalité des chances entre investisseurs et réduit la confiance du grand public dans les marchés de valeurs. Ainsi a-t-elle saisi le conseil des ministres des Douze d'un projet de directive punissant le délit d'intérêt.

Le texte ne s'appliquerait pas seulement aux initiés « primaires » informés dans le cadre de leur fonction. Il s'appliquerait de même aux initiés « secondaires », ceux qui ont reçu des « tuyaux » de la bouche d'un initié primaire. C'est en effet par ce type de copinage que se crée l'initié de premier main à l'inité de deuxième main que Wall Street et Londres ont été secoués. La Commission suggère, dans ces conditions, une coopération entre autorités de contrôle des États membres, afin de déterminer le véritable donneur d'ordre en cas de transaction d'inité transnationale.

C'est à ce prix que Paris, qui brigue le rang de grande place financière internationale, pourra accéder solidement au répertoire de marchés sé-

ERIC FOTTORINO.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	27 avril	28 avril	29 avril	30 avril	1 ^{er} mai
RM	1 692 133	1 895 880	1 825 194	1 823 494	-
Comptant	797 425	791 202	9 659 848	6 722 924	-
R. et obl.	420 789	433 530	388 471	340 192	-
Actions	10 087 180	10 244 612	11 873 513	8 886 610	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

Françaises	110,2	110,3	111	-	-
Etrangères	114,4	113,6	112,9	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1986)

Tendance	-	112,5	113,8	113,9	-
----------------	---	-------	-------	-------	---

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	454,7	450,2	453,4	453,6	-
------------------	-------	-------	-------	-------	---

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 avril 1987

COURS	juin 87	sept. 87	déc. 87	mars 88
Premier	106,55	106,65	106,60	-
+ huit	106,70	106,80	106,70	-
+ huit	106,50	106,65	106,55	-
Dernier	106,65	106,75	106,70	-
Comptation	106,65	106,75	106,70	-

Nombre de contrats: 17 252.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 30 avril 1987

Bâtime	Fin	Fin	Cout	Vente
Juin 87	92,57	92,56	92,57	- 0,03
Sept. 87	92,57	92,55	92,57	- 0,01
Déc. 87	-	-	92,57	-
Mars 88	92,57	92,57	92,57	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM (*)

Nbre de Val. en

séances cap. (F)

Michellin	251 790	920 599 956
Poussier	401 170	655 500 291
Elf-Agip	140 160	218 610 953
Lafarge-Capit	124 491	214 066 758
Midi	132 501	211 821 255
Thomson	105 834	182 682 316
Sommer-Albert	62 591	176 943 135
BNP CI	276 962	157 959 310
Valco	228 648	145 043 238
Saint-Gobain	280 314	130 115 082
Martell	65 982	129 784 031
Navis	104 732	115 850 279

(*) De 24 au 29 avril 1987.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs Hausse % Valeurs Baisse %

Géoparque	+ 17,2	Casteln	- 17,7
Shimadzu	+ 12,7	Eur	- 15,4
Stantec	+ 10,7	Labinal	- 9,3
Gay-Georges	+ 9,5	Gay-Georges	- 7,5
Sigona	+ 6,5	Fidel	- 7,1
Elf-Agip	+ 5,8	Elf-Agip	- 7
Labinal	+ 5,6	UCB	- 6,6
Comet	+ 5,4	Michellin	- 6
URF	+ 4,7	Perini	- 6
L. Leifheit	+ 4,6	Nice Galérie	- 5,7
Gel Lafayette	+ 4,4	Major	- 5,4
Electro fin	+ 4,2	Provent	- 5,3

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin 999,99

Cours 24 avril Cours 30 avril

Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300
Or fin 999,99	88 300	88 300

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Légère reprise

Un certain optimisme a stimulé la tendance cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a finalement gagné 45,02 points, pour clôturer vendredi à 2280,39. Le premier signe favorable s'est manifesté mardi lorsque les interventions des banques centrales ont entraîné une renouée du dollar. Le raffermissement s'est prolongé à l'annonce que les principaux indicateurs économiques avaient progressé de 0,4 % en mars. Les incertitudes relatives à l'évolution des taux d'intérêt et le nouveau repli du dollar en fin de période, après l'adoption par la Chambre des représentants d'une résolution sanctionnant les partenaires commerciaux « trop agressifs » des États-Unis, ont ensuite pesé sur le marché.

	Cours 24 avril	Cours 1 ^{er} mai
Alcoa	46 3/4	47 5/8
AT&T	24 1/8	24 1/8
Boeing	47 7/8	45 3/8
Chrysler	38 3/4	38
Du Pont de Nemours	112 1/4	118 3/4
Eastman Kodak	78	75 7/8
Exxon	86 1/4	85 7/8
Ford	82 3/8	88
General Electric	102 3/4	102 1/8
General Motors	86 3/8	91 7/8
Goodyear	57	62 3/8
IBM	151 3/4	160 1/2
ITT	54 1/4	55 1/4
Michellin	47 1/2	46 3/8
Pfizer	63 7/8	69 1/4
Schlumberger	46 1/8	41 1/8
Tesco	31 1/8	34 3/8
Union Carbide	28 1/8	30
USX	28 1/2	28 1/2
Westinghouse	68 3/4	61 7/8
Xerox Corp	76 1/4	78 1/2

LONDRES

Nouveaux records

Après un départ incertain dans le sillage des nouvelles enregistrées à Tokyo et Wall Street, les valeurs sont montées en flèche cette semaine au Stock Exchange, à la suite de nouveaux records. La réduction d'un demi-point des taux d'intérêt britannique, à 9,5 %, la publication d'un rapport optimiste sur l'industrie anglaise et l'annonce d'un excédent intentionnel de la balance des paiements en Grande-Bretagne pour mars ont permis cette amélioration de la tendance. En affichant une hausse de 64 % de son bénéfice avant impôt au premier trimestre 1987, le groupe ICI, leader du Stock Exchange, a ainsi dopé les investisseurs.

Indice du 1^{er} mai: industrielles, 1 624,9 (contre 1 380,9 le 24 avril); fonds d'État, 91,96 (contre 91,62 le 24 avril); mines d'or, 444,4 (contre 444,4).

	Cours 24 avril	Cours 1 ^{er} mai
Beecham	499	544
Bovril	583	585
Chrysler	369	368
Comitex	424	441
De Beers (*)	13 1/2	12 3/4
Glen	14 25/64	14 5/16
Imperial Chemical	12 9/16	13 5/16
Shell	11 5/8	12 1/8
Unilever	26 17/32	27
Victrex	488	504
Wool	39 21/32	39 15/16

(*) De 24 au 29 avril.

FRANCFORT

Hausse

Les valeurs ont cédé en moyenne 3 % cette semaine à Francfort, dans un marché massé. Les difficultés financières du groupe sidérurgique Knorr-Werke, à la suite du dépôt de bilan de sa filiale Maxhütte, ont contribué à déprimer le marché.

Indice de la Commerzbank du 30 avril: 1785,2 (contre 1803,7 le 24 avril).

	Cours 24 avril	Cours 30 avril
ABG	312,50	314,50
BASF	372,50	377
Bayer	308	307,50
Commerzbank	265	269
Deutschebank	636,50	642
Hoechst	280,50	272,50
Karstadt	426,50	420
Mannesmann	177,90	178,90
Siemens	762,50	761
Volkswagen	348	344,50

TOKYO

La chute

Malgré les gains considérables des 225 valeurs vedettes en fin de semaine, le marché n'a pu endiguer la chute record de lundi (831,32 points de baisse, à la suite de la flambée du yen face au dollar), et le vil repli de mardi. Les opérateurs attendaient néanmoins une reprise plus rapide que prévue, pour les jours prochains. Indice Nikkei du 1^{er} mai: 23 680,89 (contre 23 956,37 le 24 avril); indice général: 2 114,92 (contre 2 145,98 le 24 avril).

	Cours 24 avril	Cours 1 ^{er} mai
Alco	385	390
Bridgeport	833	820
Cumex	705	756
Full Bank	3 980	3 980
Honda Motor	1 140	1 290
Mitsubishi Electric	1 440	1 430
Mitsubishi Heavy	669	617
Sony Corp	2 690	2 820
Toyota Motor	1 480	1 650

Crédit

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La rencontre de MM. Chirac et Kohl à Strasbourg.	6 Les travaux parlementaires.	7 Le parquet de Paris estime la justice incompétente pour juger les faits reprochés à M. Nuol.	9 Cinéma : Bertrand Tavernier tourne la Passion Béatrice.	13 1 ^{er} mai : 20 000 manifestants avec la CGT à Paris.	Météorologie 11 Mots croisés 11 Philatélie 11 Carnet 11 Spectacles 10	● Quarante ans après, faut-il juger Barbie ? ● Flash-back sur la semaine ACT ● Lisez-vous Le Monde ? ● MON. Actualité, Sports, International, Bourse, Média, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE
4 Les négociations pour la paix au Proche-Orient.	DATES	8 Communication.	RÉGIONS	La visite de M. Nakasone aux États-Unis.		
5 Les « disparus » au Maroc.	2 Il y a cent cinquante ans : comment naquit le monopole des télécommunications.	10 Sports.	12 Le projet d'autoroute A 14.	14 Revue des valeurs.		
			15 Les élus à la recherche des emplois nouveaux.	15 Crédits, changes et grands marchés.		

Célébrations du 1^{er} Mai

Moscou : le rituel plus Georges Marchais

MOSCOU
de notre correspondant

Le 1^{er} mai a été célébré à Moscou selon le rituel habituel. Plusieurs centaines de milliers de Moscovites portant des fleurs de papier et des ballons multicolores ont défilé pendant deux heures devant la tribune du mausolée de Lénine, où avaient pris place M. Gorbatchev et les principaux dirigeants du pays. A quel-que distance, sur la place Rouge elle-même, on pouvait voir dans les travées réservées à la Nomenklatura M^{me} Raïssa Gorbatchev en manteau violet et chapeau noir ; on distinguait, trois ou quatre rangs derrière elle, M. et M^{me} Georges Marchais.

Rassemblement depuis les petites heures de la matinée dans leurs usines et leurs quartiers, les Moscovites désignés depuis des semaines pour défilier sont canalisés par un service d'ordre parfaitement efficace. Le final est constitué par des mouvements de danse rythmique effectués par des jeunes gens et des jeunes filles en tenue baroque. Cette année, la température très clémente a permis à ces derniers d'arborer des justaucorps très moulants — presque des maillots de bain, — un

spectacle légèrement insolite en un tel lieu.

Les ouvriers et ouvrières des usines de la capitale sortent les calicots traditionnels illustrant les mérites de leur travail et de la politique économique du pays. « Nous avons produit deux cent mille paires de chaussures de plus que le Plan », proclame l'un d'eux. On a vu aussi passer un pancarte géante montrant un robuste travailleur repoussant d'un geste vif les démons de l'alcoolisme.

Le culte de la personnalité a été réduit à sa plus simple expression. Les portraits de tous les membres du bureau politique (format 2 mètres sur 2) ont certes été exhibés, mais une seule fois et un peu perdus dans la masse des drapeaux rouges et des fleurs en papier.

M. Marchais est en URSS depuis le 24 avril. Il a d'abord voyagé en province, à Volgograd (l'ancien Stalingrad) et en Arménie. Il devrait être reçu lundi par M. Gorbatchev, à son tour officiellement à Moscou. M. Lajoie et M. Grometz pourraient également participer à cet entretien.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Violences meurtrières à Sri-Lanka

● A SRI-LANKA, la police a ouvert le feu, vendredi 1^{er} mai, à Colombo pour disperser une manifestation interdite à l'occasion de la fête du travail, faisant, selon des témoins, un mort et six blessés graves. De sources officielles, on a fait simplement état de quatre étudiants blessés, dont un grièvement, sans confirmer que ces personnes ont été atteintes par des coups de feu tirés par des policiers. Toute manifestation le jour du 1^{er} mai avait été interdite à Sri-Lanka après l'attentat à la voiture piégée le 21 avril, attribué aux indépendantistes tamouls, qui a fait cent treize morts.

Selon des témoins, des policiers ont ouvert le feu contre des syndicalistes ouvriers, des étudiants et des moines bouddhistes qui se trouvaient devant un temple après le refus opposé par les manifestants d'obéir à un ordre de dispersion. Les mêmes témoins, les manifestants chantant des chants religieux et scandant des slogans antigouvernementaux, quand ils ont été encerclés par un demi-millier de policiers, munis d'armes automatiques. Selon certains témoins, des « éléments incontrôlés » avaient commencé à lancer des pierres contre les policiers.

● AU CHILI, les carabiniers ont fait usage de canons à eau et interpellé environ quatre-vingts personnes à Santiago, à l'issue d'un rassemblement organisé par le Commandement national des travailleurs. Pendant le meeting, un dirigeant syndical, M. Rodolfo Seguel, avait appelé les ouvriers à lutter « sans trêve ni repos » contre le régime du général Pinochet. Ce dernier, dans un discours prononcé à Valdivia, a affirmé que la célébration du 1^{er} Mai avait été marquée au Chili par « l'unité et la fraternité ».

● Jour chômé dans l'espace. — Le 1^{er} Mai étant férié pour tous les Soviétiques, les communistes Yuri Romanenko et Alexandre Levekhine, en orbite depuis presque trois mois à bord de la station Mir, ont interrompu, vendredi, le déchargement du cargo Progress-29 pour regarder un reportage télévisé sur le défilé de la place Rouge et pour s'entretenir avec leurs familles. Progress-29 est amarré depuis le 23 avril sur Mir, qu'il ravitaille en carburant et en approvisionnements divers. Le complexe orbital est actuellement formé de la station Mir, du module laboratoire Kvant, du vaisseau Soyuz TM-2 et du cargo Progress-29. C'est la première fois qu'un assemblage de quatre éléments est ainsi constitué.

Le numéro du « Monde » daté du 2 mai 1987 a été tiré à 471 092 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A B C E F G H

«Prévention» et matraquages en Pologne

Les responsables policiers polonais ont « traité » la journée du 1^{er} Mai selon les méthodes mises au point depuis plusieurs années et régulièrement perfectionnées : interpellations préventives d'opposants, déploiement policier considérable et, quand cela ne suffisait pas, matraquages et arrestations.

Les incidents les plus vifs ont, semble-t-il, eu lieu à Wrocław, où la police s'est ruée à la matraque sur un cortège d'environ cinq cents personnes (dont certaines ont été très sévèrement battues), avant d'interpellier une centaine de manifestants, parmi lesquels les anciens dirigeants locaux de Solidarité, MM. Fraymynski, Finisz, Szumiełko et Muszyński.

A Varsovie, où un certain nombre de dirigeants de Solidarité avaient été interpellés dès jeudi et d'autres, notamment M. Zbigniew Bujak, vendredi, tous les abords de l'église Saint-Stanislas, lieu traditionnel de manifestation, avaient été bouclés par la police, et un rassemblement d'un millier de personnes a été dispersé au prix de quelques brutalités et d'interpellations. Des scénarios similaires ont été observés à Lodz, à Poznań, à Jastrzebie (ville minière de Haute-Silésie), et à Cracovie. Cependant, à Nowa-Huta, dans la banlieue ouvrière de Cracovie, cinq cents personnes ont pu défilier en scandant des slogans en faveur de Solidarité sans que la police présente en force intervienne.

A Gdansk, où un puissant dispositif policier avait été mis en place, M. Lech Wałęsa a refusé de prendre la tête d'un cortège, déclarant qu'il n'aimait pas « diriger des batailles perdues d'avance ». Il a cependant rejoint, à l'issue d'une messe célébrée à l'église Sainte-Brigitte, proche du chantier Lénine : « Les autorités, qui s'affirment issues de la classe ouvrière, sont mues par la peur. Ceux qui se considèrent comme l'avant-garde de l'humanité doivent se cacher derrière des rangées de policiers ».

Quant aux défilés officiels, ils ont revêtu leur caractère habituel, le général Jaruzelski déclarant du haut de la tribune, à Varsovie, que le Parti communiste ne renoncera pas à son programme de « réformes et de démocratisation ».

J. K.

Empoignade entre «camarades» dans le Finistère

Les rénovateurs sont écartés de l'Association des élus communistes

BREST
de notre correspondant

Nouvelle étape de la normalisation au sein du PC à Morlaix en présence de M. Albert Clément, maire de Roméville, secrétaire national de l'Association des élus communistes. Mais, à entendre le tumulte qui traversait les fenêtres et les murs, il n'était pas difficile de conclure qu'à l'intérieur se réglaient quelques comptes. Depuis la houleuse conférence de réunification du 25 mai 1986 à Quimper, le mot « camarade » n'est plus celui qui convient dans le Finistère pour parler des relations entre les membres du parti. Le PC est désormais formé de deux composantes : d'un côté, la fédération, dirigée par MM. Piero Rainero, premier secrétaire, et Louis Le Roux, conseiller régional, conseiller municipal de Brest, membre du comité central ; de l'autre, les opposants, parmi lesquels se trouvent MM. Louis Amiot, conseiller municipal brestois, ancien permanent politique, licencié du parti, et Jean-Pierre Joudy (rénovateur), maire de Carhaix. Cette dissension a aussi des répercussions au sein du syndicat CGT.

La réunion de mardi à Morlaix a montré que la ligne officielle du Parti communiste ne recueille pas une adhésion unanime chez les élus communistes du département. Tous n'étaient pas là, en particulier M. Michel Mazas, maire de Douarnenez, qui avait décidé de s'abstenir « volontairement ». Certains n'avaient pas été convoqués, notamment M. Yvon Pichavau, président de l'Association Nord-Finistère, mais ces « non-invités » avaient décidé de se rendre à Morlaix. Théoriquement, l'entrée aurait dû leur être refusée, la fédération estimant en effet qu'ils ont « créé une structure parallèle ». Pourtant, personne n'a osé leur barrer le passage.

La réunion n'a donc pas tardé à tourner au vinaigre. Les propositions d'une partie de la salle n'ayant pas été retenues, MM. Le Roux et Michel Derrien (ce dernier conseiller municipal à Morlaix) se sont mis, limités par leurs amis, selon les opposants, à taper sur la table en criant : « sabotages ! » pour couvrir les voix des contestataires, ce que démentent toutefois M. Le Roux.

Bref, une folle ambiance ! La réunion s'est soldée par un vote à main levée dont le résultat diverge selon les composantes : selon la fédération, il y a eu 34 voix pour l'unification, 24 contre et 3 abstentions ; selon l'opposition, il y a eu 34 pour, 32 contre et 14 abstentions. Quelle que soit l'exactitude de ces deux résultats, il semble que la fédération ait eu pour d'être battue vu le nombre des opposants présents. Trois personnes ont été interdites de vote sous prétexte qu'elles n'étaient pas à jour de leurs cotisations : MM. Pierre Le Gall (Carhaix), Pierre Plougonven (Crozon), Mairie-France Pellennec (Lannilis). Quant à la « bande à Amiot » (dixit M. Piero Rainero), leurs voix ont été décomptées.

GABRIEL SIMON.

● M. JUQUIN : pour un candidat de rassemblement. — M. Pierre Juquin a déclaré le jeudi 30 avril, à Blénod-lès-Pont-aux-Moussons (Meurthe-et-Moselle), qu'il ne soutiendrait pas l'élection présidentielle qu'il a candidat capable de rassembler tous ceux qui ne se reconnaissent pas au premier tour dans le Parti socialiste. « Tant qu'il y aura un millier d'années à la conférence nationale du PCF (la mi-juin), je me battraï afin que soit désigné un homme de rassemblement contre un homme de division », a ajouté le chef de file des « rénovateurs » du PCF.

EN BREF

● Les Etats-Unis proposent 4 millions de tonnes de blé « subventionné » à Moscou. — Les Etats-Unis viennent de proposer à l'Union soviétique de lui vendre 4 millions de tonnes de blé subventionné, dans le cadre du programme de subventions en nature à l'exportation lancé en mai 1985 par l'administration Reagan. Cette offre, présentée le 30 avril par le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Lyng, vise à renforcer la compétitivité des Etats-Unis sur le marché soviétique, face à la CEE, à l'Argentine et au Canada. Une proposition identique des Américains, en août dernier, avait été refusée par Moscou.

● CORÉE DU SUD : Libération de mille détenus. — Mille prisonniers seront libérés le lundi 4 mai, pour marquer l'anniversaire de la naissance du Bouddha, fête nationale, a annoncé samedi le ministère de la justice. Parmi eux figurent un célèbre avocat dissident et vingt-trois étudiants, arrêtés pour « violation de la sécurité publique ».

● Thaïlande : la pacification dans le sud. — La plus importante reddition collective de maquisards communistes thaïlandais dans le sud de la Thaïlande, près de la frontière de la Malaisie, a eu lieu, mercredi 29

Mutinerie anti-SIDA dans une prison belge

Une centaine de détenus d'une prison de Tournai, en Belgique, qui s'étaient mutinés dans la soirée du vendredi 1^{er} mai, exigeant le transfert de plusieurs prisonniers accusés d'avoir le SIDA, ont réintégré leurs cellules après l'intervention des forces de l'ordre, a annoncé la police belge samedi.

La police de Tournai avait qualifié de grave la mutinerie, précisant que des détenus avaient mis le feu au bâtiment tandis que d'autres étaient montés sur le toit. Selon l'agence de presse Belga et la radio belge, ils demandaient le transfert de quatre ou cinq codétenus qui auraient contracté le syndrome immuno-déficitaire acquis. Une grande banderole proclamant « SIDA-Danger » avait été accrochée sur un mur de la prison, où vivent près de deux cents prisonniers. « Nous ne voulons blesser personne, mais nous allons tout casser ici », avait déclaré un détenu à la radio, précisant que les prisonniers exigeaient aussi de meilleures conditions de détention. — (Reuters.)

Le « psychiatre du SIDA » assassiné à Puteaux

Le docteur Didier Seux, psychiatre spécialisé dans la prise en charge psychologique des patients atteints de SIDA, et sa secrétaire, M^{me} Annie Dubois, ont été assassinés, le jeudi 30 avril, au Centre psychiatrique Jean-Wier, de Puteaux (Hauts-de-Seine). Samedi en fin de matinée, le meurtrier n'avait pas été identifié.

[Le docteur Didier Seux n'était pas un psychiatre comme les autres. Attaché à l'hôpital psychiatrique de Clamart (Seine), consultant à l'hôpital de jour Jean-Wier de Puteaux, il était surtout connu pour son action dans la lutte contre le SIDA. Membre de l'Association Aides, il avait été l'un des premiers à s'intéresser aux conséquences psychologiques du SIDA. Consultant biweekly aux côtés du docteur Willy Rombaut dans le service du professeur Gentili à l'hôpital Pitié-Salpêtrière, il avait en outre participé à de nombreuses émissions de radio et de télévision. Auteur d'articles consacrés au SIDA, dont un remarquable, paru dans le dernier numéro de la revue Informations psychiatriques, il avait également écrit un livre, SIDA, réalité et fantasmes, en collaboration avec W. Rombaut et Annie Kouchner (Editions P.O.L., 1984).]

Présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit

En présence du roi d'Arabie Saoudite et M. Chirac à l'occasion d'une issue au conflit